

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. Les personnes désignées comme conférenciers en application de l'article 72 du décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement - II et de l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 portant organisation de l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel, seront payées conformément aux modalités fixées au présent arrêté.

CHAPITRE 1er. — *Règlement en vigueur dès l'année scolaire 1991-1992*

Art. 2, § 1er. Du nombre total de périodes-professeur par semaine dont un centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel dispose, le nombre de périodes réservé aux conférenciers est multiplié par quarante, c'est à dire le nombre de semaines d'ouverture par année, de façon qu'un nombre de périodes-année sera atteint.

§ 2. Le résultat de la multiplication obtenu au § 1er, lequel n'est plus susceptible à des modifications durant l'année scolaire, est communiqué aux services compétents du département avant le 1er octobre de l'année scolaire concernée.

§ 3. Le résultat de la multiplication visé au § 1er, est multiplié à la rémunération calculée, telle que fixée à l'article 16 du décret précité du 31 juillet 1990 ; le résultat de cette deuxième multiplication compose le crédit, réservé pour le recrutement des conférenciers, qui est attribué en deux parties, dont la première figure comme une avance de paiement.

§ 4. L'avance, visé au § 1er, est payé dans le courant des mois d'octobre-novembre de l'année scolaire concernée et atteint cinquante pourcent du crédit global octroyé au centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel.

§ 5. La partie restante du crédit global, conformément au §§ 3 et 4, est payée dans le courant du mois de juin de l'année scolaire concernée.

Art. 3. Le crédit attribué par la Communauté flamande, visé à l'article 2, est également soumis aux dispositions reprises à l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions.

CHAPITRE II. — *Règlement transitoire pour l'année scolaire 1990-1991*

Art. 4. Le crédit attribué pour des conférenciers est versé chaque semestre de l'année scolaire 1990-1991 après remise d'une créance dûment remplie, signée par le conférencier ou par le responsable de l'organisation ou de l'entreprise qui donne les conférences d'une part, et par le directeur du centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel d'autre part.

Art. 5. Afin de pouvoir être pris en considération pour paiement, les prestations auxquelles le présent arrêté est d'application, doivent être communiquées par le directeur du centre d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel aux services compétents du département deux semaines avant leur début.

CHAPITRE III. — *Mise d'application*

Art. 6. Du présent arrêté, le chapitre Ier entre en vigueur le 1er septembre 1991 tandis que le chapitre II produit ses effets durant l'année scolaire 1990-1991.

Art. 7. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 avril 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS.

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1500

4 MARS 1991. — Décret relatif à l'Aide à la Jeunesse (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1er. — Définitions et champ d'application

Article 1er. Pour l'application du présent décret il faut entendre par :

1° jeune : la personne âgée de moins de dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans;

2° enfant : le jeune âgé de moins de dix-huit ans;

(1) *Session 1990-1991.*

Documents du Conseil. — N° 165 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 à 5 : Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion, Séance du 19 février 1991. — Discussion et adoption. Séance du 20 février 1991.

- 3° famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur et le protuteur;
- 4° familiaux : les personnes qui composent le milieu familial de vie du jeune en ce compris les parents d'accueil;
- 5° parent d'accueil : la personne à qui est confiée la garde du jeune soit par les parents de celui-ci, soit par une instance de placement ou une administration publique, soit par un organisme d'adoption;
- 6° aide : l'aide spécialisée, organisée dans le cadre du présent décret. Elle comprend l'aide individuelle ainsi que la prévention générale;
- 7° arrondissement : tout arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles limité au territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 8° conseil d'arrondissement : le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse;
- 9° conseil communautaire : le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;
- 10° conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse;
- 11° directeur : le directeur de l'aide à la jeunesse;
- 12° délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse : personne déléguée par l'Exécutif pour veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts de tous les enfants et de tous les jeunes, notamment dans le cadre de l'aide à la jeunesse;
- 13° administration compétente : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;
- 14° services : les services agréés non résidentiels et résidentiels : les premiers sont notamment les centres d'orientation éducative, les services de prestations éducatives ou philanthropiques, les services d'aide en milieu ouvert, les services de protutelle; les seconds sont, d'une part, les institutions offrant un hébergement aux jeunes et, d'autre part, les services de placement familial;
- 15° groupe des institutions publiques : le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé de la Communauté française;
- 16° protuteur : la personne désignée par le tribunal de la jeunesse pour exercer les droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les obligations qui y sont corrélatives;
- 17° organisme d'adoption : la personne morale de droit privé ou public qui sert d'intermédiaire pour l'adoption de mineurs belges ou étrangers, ou qui confie un enfant à un ou des candidats adoptants, ou qui participe à la réalisation d'une adoption en transmettant le dossier du ou des adoptants à des associations ou à des personnes privées susceptibles de mettre un enfant en adoption en Belgique ou à l'étranger;
- 18° délégué du Ministre : le fonctionnaire dirigeant l'administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions, ou son remplaçant;
- 19° ministre : le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 2. Le présent décret s'applique :

- 1° aux jeunes en difficulté, ainsi qu'aux personnes qui éprouvent de graves difficultés dans l'exécution de leurs obligations parentales;
- 2° à tout enfant dont la santé ou la sécurité est en danger ou dont les conditions d'éducation sont compromises par son comportement, celui de sa famille ou de ses familiaux.

Il s'applique également aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles émanant des autorités communautaires ou des autorités judiciaires en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.

TITRE II. — Les droits des jeunes

CHAPITRE 1er. — Les garanties quant au respect des droits des jeunes

Art. 3. Tout jeune visé à l'article 2 a droit à l'aide spécialisée, organisée dans le cadre du présent décret. Cette aide tend à lui permettre de se développer dans des conditions d'égalité de chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine.

Art. 4. Quiconque concourt à l'exécution du présent décret est tenu de respecter les droits reconnus au jeune et d'agir au mieux des intérêts de celui-ci.

Les personnes physiques ou morales, le groupe des institutions publiques et les services chargés d'apporter leur concours à l'application du présent décret sont tenus de respecter les convictions religieuses, philosophiques et politiques du jeune.

Tous les services prévus par le présent décret, y compris le groupe des institutions publiques, sont en outre tenus de respecter le code de déontologie arrêté par l'Exécutif sur la proposition du conseil communautaire.

Art. 5. Le conseiller ou, le cas échéant, le directeur, informent les personnes visées à l'article 1er, 1° à 5° qui bénéficient de l'aide, de leurs droits et obligations.

Toute proposition du conseiller ou du directeur doit être motivée. Toute mesure prise par le conseiller et toute décision prise par le directeur sont notifiées aux personnes investies de l'autorité parentale et aux personnes visées à l'article 7, alinéa 1er.

Art. 6. Le conseiller et le directeur ne prennent, en application du présent décret, aucune mesure ou décision d'aide individuelle sans avoir préalablement convoqué et entendu les personnes intéressées à l'aide, à moins qu'elles ne puissent être entendues en raison de leur âge, de leur état de santé, de l'urgence ou de leur abstention à comparaître.

Les intéressés ont la possibilité de mandater une personne de leur choix si leur état de santé ne leur permet pas d'être entendus.

La décision mentionne l'audition des personnes visées à l'alinéa 1er ou la cause de l'absence d'audition.

Le jeune doit être associé aux décisions qui le concernent et à l'exécution de celles-ci sauf en cas d'impossibilité dûment établie.

Art. 7. Aucune décision d'aide individuelle ne peut être prise par le conseiller sans l'accord écrit du jeune bénéficiaire s'il a atteint l'âge de quatorze ans ou, s'il n'a pas atteint cet âge, des personnes qui assument en fait la garde du jeune. L'accord des personnes qui administrent la personne de l'enfant est requis si la mesure prise par le conseiller, en application de l'article 36, § 6, retire l'enfant de son milieu familial de vie. L'accord de ces personnes n'est pas requis si elles ne peuvent être atteintes ou si elles sont défailtantes.

Lorsqu'en application de l'article 38 du présent décret, le directeur met en œuvre une mesure d'aide, l'enfant et ses familiaux sont associés à cette mesure.

Art. 8. Tout demandeur d'aide qui s'adresse à une personne visée à l'article 1er, 10° à 15°, peut se faire accompagner de la personne majeure de son choix.

Dans l'intérêt du jeune, un entretien séparé peut avoir lieu avec le jeune ou les personnes qui l'accompagnent.

Art. 9. Les mesures et les décisions prises par le conseiller ou par le directeur tendent par priorité à favoriser l'épanouissement du jeune dans son milieu familial de vie. Toutefois si l'intérêt du jeune exige qu'il faille l'en retirer, l'aide apportée au jeune, doit, en tout cas, lui assurer des conditions de vie et de développement appropriées à ses besoins et à son âge.

Sauf si l'intérêt du jeune s'y oppose, le service ou la personne physique qui l'héberge est tenue de veiller à ce que les contacts avec ses familiers soient maintenus, ou à tout le moins favorisés.

Art. 10. § 1er. La durée de toute mesure d'aide accordée et subventionnée par la Communauté française en exécution des articles 36, §§ 2, 6, 7, et 38 du décret est limitée à un an maximum à compter du jour où l'aide est effective. L'aide peut être renouvelée pour une ou plusieurs autres périodes annuelles.

Toute mesure d'aide acceptée, peut en tout temps être rapportée ou modifiée par le conseiller, dans l'intérêt du jeune :

1° soit à la demande d'un membre de la famille ou de ses familiers, ou du jeune lui-même s'il est âgé de plus de quatorze ans;

2° soit à l'initiative du conseiller.

En toute hypothèse, l'accord des personnes visées à l'article 7, alinéa 1er est requis.

§ 2. Lorsqu'une des mesures est prise en vertu du titre II, chapitre III, section II de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, le service de protection judiciaire visé à l'article 51 présente tous les six mois au juge compétent un rapport sur la situation du jeune faisant l'objet de la mesure.

La prise en charge financière par la Communauté française de cette mesure prend fin, sauf renouvellement, à l'échéance d'un an à partir de la date du jugement ou, à défaut, de l'ordonnance.

Art. 11. A tout moment, les avocats des personnes intéressées, visées à l'article 1er, 1° à 5°, peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller ou du directeur selon les modalités prévues par l'Exécutif.

Les intéressés peuvent prendre connaissance personnellement des pièces qui les concernent, à l'exclusion des rapports médico-psychologiques.

CHAPITRE II. — Les garanties quant au respect des droits des jeunes faisant l'objet d'une mesure de placement

Section 1re. — Principes généraux

Art. 12. § 1er. Tout jeune hébergé en vertu d'une mesure prise par une autorité de placement a le droit de communiquer avec toute personne de son choix.

Sauf décision contraire motivée du juge compétent, tout jeune hébergé en vertu d'une mesure de protection judiciaire bénéficie du même droit.

§ 2. Tout jeune placé dans un service résidentiel ou dans le groupe des institutions publiques en exécution d'une décision judiciaire prise en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou prise en vertu des articles 37, 38 et 39 du présent décret, est informé dès sa prise en charge de son droit de communiquer avec son avocat.

A cet effet, le responsable du service ou de l'institution publique invite le jeune à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit; il lui en délivre copie; il favorise l'exercice effectif de ce droit.

Art. 13. Le conseiller ou le directeur rend visite au moins deux fois l'an à tout jeune faisant l'objet d'une mesure de placement prise en application de l'article 36, § 6, ou de l'article 36, § 3, et au moins quatre fois l'an lorsque l'enfant est âgé de moins de trois ans. Il peuvent déléguer une personne à cet effet qui leur fait rapport.

Art. 14. Le jeune placé reçoit de l'argent de poche aux conditions et selon les modalités fixées par l'Exécutif.

Art. 15. Toute décision de transfert d'un jeune d'un service résidentiel à un autre est prise par l'autorité administrative ou judiciaire qui a procédé au placement. La décision est prise sur le vu d'un rapport circonstancié dont une copie est adressée également à l'administration compétente.

Le transfert d'un jeune bénéficiant de l'aide visée à l'article 7, alinéa 1er, ne peut, sauf pour des raisons médicales ou de sécurité, être effectué qu'après accord des personnes visées à la même disposition.

Sauf en cas d'urgence, le jeune est informé de manière adéquate des motifs du transfert et des caractéristiques de son nouveau milieu d'accueil.

Section 2. — Les garanties particulières quant au respect des droits des jeunes confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé

Art. 16. L'Exécutif fixe le règlement général du groupe des institutions publiques. Un exemplaire du règlement général et du règlement particulier à l'institution est remis à chaque jeune lors de son admission.

L'accès aux institutions visées à l'alinéa 1er est réservé aux jeunes de plus de douze ans qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une mesure de placement prise en exécution de l'article 37, 4°, de l'article 41 ou de l'article 49 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Le groupe des institutions publiques ne peut refuser d'accepter un jeune placé en application de l'alinéa 2 pour un motif autre que l'absence de place.

Art. 17. Tout jeune confié, pour une période excédant quarante-cinq jours au groupe des institutions publiques fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille.

L'Exécutif fixe la composition de l'équipe pluridisciplinaire. Il détermine également les rubriques que doit comprendre le rapport médico-psychologique.

Ce rapport est communiqué dans les septante-cinq jours après la date de la prise en charge à l'autorité de placement et à l'administration compétente. Des rapports trimestriels le complètent.

Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours au groupe des institutions publiques, fait l'objet d'une étude sociale effectuée par la section sociale du service de protection judiciaire. L'Exécutif détermine les rubriques que doit comprendre l'étude sociale.

Cette étude est communiquée dans les septante-cinq jours après la date de prise en charge à l'autorité de placement, à l'institution et à l'administration compétente. Des études trimestrielles la complètent.

L'avocat du jeune reçoit les conclusions du rapport médico-psychologique et de l'étude sociale sur la base desquelles il peut solliciter une révision de la mesure.

Art. 18. L'accueil en milieu fermé ne peut être confié qu'à un établissement faisant partie du groupe des institutions publiques.

Cet accueil est réservé au jeune âgé de plus de quatorze ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément un tel placement.

L'Exécutif donne les moyens à l'institution concernée d'assurer ses fonctions pédagogiques et éducatives.

Art. 19. § 1er. Une mesure d'isolement dans des locaux spécifiques ne peut être prise à l'égard d'un jeune qu'au sein d'un établissement faisant partie du groupe des institutions publiques et lorsque ce jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs.

La direction en informe sur-le-champ l'autorité de placement ou, en cas d'absence de celle-ci, le procureur du Roi.

La mesure est confirmée par un rapport écrit adressé à l'autorité de placement et à l'administration compétente.

§ 2. La mesure d'isolement ne peut être prolongée au-delà d'une durée de vingt-quatre heures sans l'accord du juge compétent. Le juge compétent prend les mesures appropriées dans le respect des droits de l'intéressé et confirme par un écrit motivé l'autorisation de prolongation de l'isolement pour un délai qu'il précise et qui ne peut dépasser huit jours.

La mesure peut être prolongée dans les mêmes conditions le dernier jour du délai initialement prévu.

§ 3. La mesure d'isolement est levée dès que cesse la situation qui la motive. Le directeur de l'établissement en avertit par écrit l'autorité de placement ainsi que l'administration compétente.

§ 4. L'isolement ne prive pas le jeune des droits visés au présent chapitre.

§ 5. Sur avis du conseil communautaire, l'Exécutif réglemente les modalités d'isolement et en organise le contrôle. Il fixe, pour les locaux d'isolement, des normes qui garantissent le respect de la dignité humaine.

TITRE III. — Le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse

Art. 20. Il est institué un conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse au chef-lieu de chaque arrondissement. Le conseil d'arrondissement peut créer plusieurs sections en son sein lorsque l'intérêt de la jeunesse le justifie en raison des nécessités locales.

L'Exécutif peut créer d'autres conseils dans l'arrondissement lorsque la densité de la population ou la configuration géographique le requiert. Il précise les communes dans lesquelles les compétences du nouveau conseil peuvent s'exercer.

Art. 21. Le conseil d'arrondissement :

1^o stimule, favorise la coordination en matière de prévention générale et supervise les actions mises en place en la matière au sein de l'arrondissement;

2^o propose d'affecter le budget de prévention générale aux objets qu'il détermine et en contrôle l'utilisation;

3^o étudie une programmation des besoins de l'arrondissement en matière de services nécessaires à l'application du présent décret et remet avis ou propositions à l'Exécutif soit d'initiative soit à la demande de celui-ci;

4^o attire l'attention des autorités publiques sur toute situation défavorable au développement de la personnalité des jeunes et à leur insertion sociale;

5^o publie annuellement un rapport comprenant :

a) le bilan d'activités;

b) l'analyse critique de la situation de l'arrondissement;

c) le programme des actions préconisées.

Art. 22. § 1er. Le conseil d'arrondissement se compose de douze à vingt-quatre membres, nommés par l'Exécutif pour un terme renouvelable de six ans.

A l'exception de la première installation des conseils d'arrondissement, le mandat prend cours le premier jour du cinquième mois qui suit l'installation des nouveaux conseils communaux et au plus tard le premier juin.

Les membres du conseil d'arrondissement sont désignés parmi les personnes reconnues pour leur compétence en matière d'aide à la jeunesse. Le conseil d'arrondissement se compose :

1^o pour un tiers parmi les membres des conseils de l'aide sociale de l'arrondissement;

2^o pour un tiers parmi les personnes qui collaborent à l'aide à la jeunesse, à la protection de la jeunesse ou à la protection de la mère et de l'enfant;

3^o pour un tiers parmi les personnes attestant de leur connaissance en matière d'action sociale, médicale, culturelle ou éducative en faveur de la jeunesse et de la famille et parmi des membres de la police ou de la gendarmerie.

§ 2. Un quart au moins des membres du conseil d'arrondissement doivent être âgés de moins de trente-cinq ans au jour de leur nomination ou du renouvellement de celle-ci.

Le conseil d'arrondissement ne peut compter plus de deux tiers de représentants de même sexe.

§ 3. Est réputé démissionnaire le membre qui aura été, sans justification, absent au cours de trois séances consécutives.

§ 4. Lorsque le mandat d'un membre prend fin avant le terme prévu, un remplaçant est désigné aux mêmes conditions que celles qui ont été observées pour la désignation de la personne remplacée. Le mandat du remplaçant prend fin en même temps que celui des autres membres du conseil d'arrondissement.

§ 5. En outre, trois personnes peuvent être cooptées par le conseil d'arrondissement, à une majorité de deux tiers selon une procédure déterminée par l'Exécutif.

Leur mandat prend fin en même temps que celui des autres membres de ce conseil.

§ 6. Le premier président de la cour d'appel compétente est invité à présenter un juge de la jeunesse de l'arrondissement pour participer avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement.

Le procureur général près la cour d'appel compétente est invité à présenter un membre du parquet de la jeunesse de l'arrondissement pour participer avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement.

§ 7. Le conseiller, les conseillers adjoints, le directeur et les directeurs adjoints participent avec voix consultative aux travaux du conseil d'arrondissement de leur ressort.

Art. 23. L'Exécutif nomme un président et deux vice-présidents parmi les membres avec voix délibérative de chaque conseil d'arrondissement.

Lorsque des sections sont créées au sein d'un conseil d'arrondissement chacune d'elles est présidée soit par le président soit par un des deux vice-présidents.

Art. 24. L'Exécutif règle le fonctionnement du conseil d'arrondissement et fixe les indemnités allouées aux membres.

Art. 25. L'Exécutif détermine les conditions dans lesquelles les conseils d'arrondissement peuvent proposer d'engager des dépenses.

TITRE IV. — Le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse

Art. 26. Il est institué un conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. Les membres de ce conseil sont nommés par l'Exécutif pour un terme renouvelable de six ans. A l'exception de la première installation du conseil communautaire, le mandat prend cours entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} octobre de l'année qui suit l'année des élections communales.

Art. 27. § 1. Le conseil communautaire est un organe de réflexion qui a une compétence générale pour émettre, même d'initiative, des avis et propositions sur toutes matières intéressant tant l'aide à la jeunesse que la protection de la jeunesse.

§ 2. Cette compétence comporte notamment le pouvoir :

1^o de stimuler et de coordonner l'action des conseils d'arrondissement;

2^o de donner avis :

a) sur les normes d'agrément et de subventions des services s'offrant à venir en aide de façon habituelle à des jeunes;

b) sur le règlement général du groupe des institutions publiques, au moins tous les trois ans;

c) sur la nature des sanctions à prévoir à l'encontre des institutions, des services et des personnes auxquels s'applique le présent décret lorsque ceux-ci ne respectent pas les dispositions du titre de ce décret relatif aux droits des jeunes, sur les procédures d'engagement des poursuites et les recours dont ils disposent;

3^o de formuler des propositions :

a) pour l'orientation générale de l'aide à la jeunesse;

b) de programmation en matière de services, institutions et autres moyens mis en œuvre pour l'application du présent décret;

c) sur l'organisation, la coordination et le cadre du personnel du groupe des institutions publiques, du service de protection judiciaire et du service de l'aide à la jeunesse;

4^o d'établir et de publier un rapport tous les deux ans sur la situation de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse dans la Communauté française. Le rapport est déposé au Conseil de la Communauté française pour être transmis à ses membres et est ensuite rendu public;

5^o de faire rapport tous les deux ans sur le type et le nombre de places nécessaires au sein du groupe des institutions publiques;

6^o de proposer à l'Exécutif le projet de code de déontologie visé à l'article 4, alinéa 3.

Art. 28. § 1^{er}. Le conseil communautaire comprend :

1^o un membre de chaque conseil d'arrondissement choisi sur une liste de trois candidats présentée par chaque conseil;

2^o sept représentants des organisations ou fédérations des services d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse agréés dans le cadre du présent décret, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation ou fédération;

3^o trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation;

4^o trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur public de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation;

5^o deux représentants du conseil de la jeunesse d'expression française, choisis sur une liste de six candidats présentée par ce conseil;

6^o un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance choisi sur une liste de trois candidats présentée par le conseil d'administration de cet Office;

7^o un représentant des équipes pluridisciplinaires spécialisées dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences, choisi sur une liste de trois candidats présentée par le conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

8^o un représentant des centres publics d'aide sociale choisi sur une liste de trois candidats présentée par l'Union des Villes et des Communes;

9^o un représentant de la ligue des familles choisi sur une liste de trois candidats présentée par son conseil d'administration;

10^o un représentant des organisations ou fédérations d'organismes d'adoption, choisi sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation ou fédération;

11^o deux conseillers choisis sur une liste de six candidats proposée collégalement par les conseillers;

12^o deux directeurs choisis sur une liste de six candidats proposée collégalement par les directeurs;

13^o deux représentants de l'Union des magistrats de la jeunesse francophones, dont un juge de la jeunesse et un magistrat du ministère public, choisis sur une liste double présentée par cette union;

14^o un représentant de l'administration qui a la protection de la jeunesse et l'aide à la jeunesse dans ses attributions, désigné par le membre de l'Exécutif qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses compétences;

15^o un juge d'appel de la jeunesse proposé collégalement par les juges d'appel de la jeunesse de Bruxelles, Liège et Mons;

16^o un membre du parquet général proposé par les procureurs généraux des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons;

17^o trois personnes du secteur de la recherche scientifique désignées sur proposition du Ministre ayant la protection de la jeunesse et l'aide à la jeunesse dans ses compétences;

18^o le délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse;

19^o une personne désignée par chaque Ministre, membre de l'Exécutif;

20^o une personne désignée par le Ministre de la Justice.

§ 2. L'Exécutif désigne parmi les membres, avec voix délibérative, un président et deux vice-présidents.

Les membres prévus au § 1^{er}, 14^o, 17^o, 18^o, 19^o et 20^o, du présent article assistent avec voix consultative à toutes les réunions de ce conseil.

Art. 29. Plusieurs sections peuvent être créées au sein du conseil communautaire à l'initiative de celui-ci ou à la demande de l'Exécutif.

L'Exécutif règle le fonctionnement du conseil communautaire et de ses sections et fixe les indemnités allouées à ses membres.

Art. 30. Le secrétariat du conseil communautaire est assuré par l'administration compétente.

TITRE V. — Le conseiller de l'aide à la jeunesse et le directeur de l'aide à la jeunesse

Art. 31. Un conseiller de l'aide à la jeunesse est désigné dans chaque arrondissement.

Le conseiller dirige le service de l'aide à la jeunesse, lequel comporte trois sections :

1^o la section sociale;

2^o la section de prévention générale;

3^o la section administrative.

Art. 32. § 1^{er}. Le conseiller est chargé d'apporter l'aide prévue par le présent décret aux jeunes qui ont leur résidence familiale dans son arrondissement.

En cas de changement de résidence familiale du jeune, le conseiller transmet son dossier au conseiller de l'arrondissement de la nouvelle résidence.

Lorsqu'un jeune se trouve dans le ressort de la Communauté française sans y avoir sa résidence familiale ou si celle-ci ne peut être identifiée, la compétence territoriale du conseiller est déterminée par le lieu où le jeune se trouve.

§ 2. Le conseiller :

1^o examine les demandes d'aide et propose, s'il y a lieu, les mesures d'aide visées à l'article 30, § 2;

2^o veille à l'exécution des décisions du conseil d'arrondissement et assure le secrétariat de ce conseil;

3^o décide, dans les limites fixées par l'Exécutif, des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle octroyée en application du présent décret et délivre à l'intention des services les documents justificatifs;

4^o informe le tribunal de la jeunesse des situations visées aux articles 38 et 39;

5^o reçoit les demandes d'information du jeune, d'un membre de sa famille ou d'un de ses familiers ainsi que les demandes d'interpellation et d'investigation du délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse et y donne suite conformément à l'article 36, § 5.

Art. 33. Un directeur de l'aide à la jeunesse est désigné dans chaque arrondissement.

Il met en œuvre les mesures prises par le tribunal de la jeunesse en application de l'article 30.

Il décide, dans les limites fixées par l'Exécutif, des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle octroyée en application de l'article 38 et délivre à l'intention des services les documents justificatifs.

Le directeur dirige le service de protection judiciaire visé à l'article 51 qui est mis à sa disposition pour l'assister dans la mise en œuvre des mesures d'aide visées à l'article 30, § 3.

Art. 34. Dans chaque arrondissement, un ou plusieurs conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse peuvent être désignés pour assister le conseiller et un ou plusieurs directeurs adjoints de l'aide à la jeunesse peuvent être désignés pour assister le directeur.

Art. 35. Le conseiller et le directeur sont placés sous l'autorité hiérarchique du fonctionnaire dirigeant l'administration compétente.

Ils exercent leurs compétences en toute indépendance.

TITRE VI. — Les mesures d'aide

CHAPITRE 1^{er}. — Mesures d'aide relevant de la compétence du conseiller

Art. 36. § 1^{er}. Le conseiller examine les demandes d'aide relatives au jeune et aux personnes visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret.

§ 2. Le conseiller :

1^o oriente les intéressés vers tout particulier ou service approprié, agréé ou non dans le cadre du présent décret, dont notamment le centre public d'aide sociale compétent ou une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences;

2^o seconde les intéressés dans l'accomplissement de leurs démarches en vue d'obtenir l'aide sollicitée;

3^o autorise, s'il échet, conformément à l'article 56, le remboursement des frais exposés par le centre public d'aide sociale.

§ 3. Lorsqu'il a connaissance de mauvais traitements, de privations ou de négligences dont est victime un enfant, ou lorsqu'il en suspecte l'existence, le conseiller peut demander l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire visée au § 2, 1^o. Celle-ci le tient au courant de l'évolution de la situation.

§ 4. Le conseiller coordonne les actions entreprises en faveur des personnes pour lesquelles son intervention est sollicitée, notamment en suscitant la coopération entre les différents services amenés à intervenir.

§ 5. A la demande du jeune, d'un membre de sa famille ou d'un de ses familiers, ou du délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, le conseiller interpelle tout service public ou privé, agréé ou non dans le cadre du présent décret, s'occupant du jeune pour lui demander des informations sur ses interventions ou son refus d'intervenir en faveur de ce jeune.

§ 6. Lorsque les conditions définies à l'article 7, alinéa 1^{er}, du présent décret sont réunies, le conseiller peut, après avoir constaté qu'aucun autre service ou particulier n'est en mesure à ce moment d'apporter au jeune une aide appropriée, exceptionnellement et provisoirement tant que les démarches prévues au § 2 n'ont pas abouti, confier aux services de l'aide à la jeunesse et aux particuliers et services qui concourent à l'application du présent décret le soin d'apporter l'aide appropriée durant le temps nécessaire.

§ 7. En cas de déchéance de l'autorité parentale, l'aide directe de la Communauté française à l'enfant dont les père et mère ou l'un d'eux sont déchus de l'autorité parentale, est subordonnée à la décision du tribunal de la jeunesse de confier le mineur au conseiller conformément à l'article 34, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse ou à une demande écrite d'intervention du tuteur adressée au conseiller.

CHAPITRE II. — *Les compétences du tribunal de la jeunesse relatives à l'aide à la jeunesse*

Art. 37. Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à l'octroi, au refus ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle portées devant lui, soit par une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde du jeune en droit ou en fait, soit par le jeune de plus de quatorze ans. Le tribunal de la jeunesse met fin à la contestation en obtenant l'accord des parties.

Si la conciliation échoue, le tribunal de la jeunesse tranche la contestation portée devant lui.

La décision du tribunal de la jeunesse ne fait pas obstacle à la conclusion et à la mise en œuvre d'un accord dérogeant à la décision judiciaire, ultérieurement intervenu entre les parties. Cet accord peut être communiqué au tribunal de la jeunesse.

Art. 38. § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse connaît des mesures à prendre à l'égard d'un enfant, de sa famille ou de ses familiers lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, est actuellement et gravement compromise et lorsqu'une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde de l'enfant en droit ou en fait refuse l'aide du conseiller ou néglige de la mettre en œuvre.

§ 2. L'intégrité physique ou psychique est considérée comme gravement compromise, soit lorsque l'enfant adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui la compromettent réellement et directement, soit lorsque l'enfant est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels la menaçant directement et réellement.

§ 3. Le tribunal de la jeunesse peut, après avoir constaté la nécessité du recours à la contrainte, dans les cas visés aux §§ 1^{er} et 2 :

1^o soumettre l'enfant, sa famille et ses familiers ou l'un d'eux à des directives ou à un accompagnement d'ordre éducatif;

2^o décider, dans des situations exceptionnelles, que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle;

3^o permettre à l'enfant, s'il a plus de seize ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence.

Ces mesures sont mises en œuvre par le directeur, assisté du service de protection judiciaire, conformément à l'article 7, alinéa 2.

§ 4. Dans le respect de l'article 7, alinéa 2, le directeur n'est pas tenu de recueillir le consentement de l'enfant de plus de quatorze ans ni celui de la personne dont le refus antérieur a été constaté par le tribunal de la jeunesse en vertu du § 1^{er} pour modifier l'application de la mesure dans les limites décidées par le tribunal de la jeunesse en vertu du § 3.

Le directeur peut convenir d'une autre mesure qui recueille l'accord des parties. Il en informe le tribunal de la jeunesse et le conseiller. L'homologation de l'accord par le tribunal de la jeunesse met fin aux effets de la décision judiciaire. Dès l'homologation, la nouvelle mesure recueillant l'accord des parties peut être appliquée par le conseiller. Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

Art. 39. En cas de nécessité urgente de pourvoir au placement d'un enfant dont l'intégrité physique ou psychique est exposée directement et actuellement à un péril grave et à défaut d'accord des personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, le tribunal de la jeunesse peut, soit prendre une mesure de garde provisoire pour un délai qui ne peut excéder quatorze jours, soit autoriser le conseiller à placer provisoirement l'enfant de moins de quatorze ans pour un terme qui ne peut excéder quatorze jours.

Le tribunal de la jeunesse et le conseiller peuvent placer l'enfant dans un service résidentiel agréé si aucun de ses familiers digne de confiance, étranger au péril grave, n'est disposé à assumer la garde provisoire de l'enfant.

Le conseiller reçoit immédiatement notification de l'autorisation ou de la mesure. Il examine avec l'enfant, sa famille et ses familiers, la mise en œuvre d'une aide acceptée. Si le conseiller et les personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, arrivent à un accord, copie de cet accord est notifiée sans délai au tribunal de la jeunesse par lettre recommandée. La nouvelle mesure est mise en œuvre par le conseiller dès son homologation par le tribunal de la jeunesse ou dès la levée par le tribunal de sa décision antérieure. Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si elle est contraire à l'ordre public.

Si au terme de la période de quatorze jours, les personnes visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, persistent dans leur refus de donner leur accord, le tribunal de la jeunesse peut prolonger la mesure provisoire de garde pour un terme non renouvelable de soixante jours maximum.

TITRE VII. — Les mesures d'aide aux enfants abandonnés

Art. 40. Tout service, à l'exclusion des internats scolaires et des pensions assimilées, qui héberge habituellement des enfants à la demande de la famille, du conseiller ou en exécution d'une décision du tribunal de la jeunesse adresse tous les six mois au délégué du ministre un rapport sur le placement de chaque enfant, comprenant notamment une évaluation :

- 1^o du déroulement du placement eu égard à la personnalité de l'enfant;
- 2^o de la situation familiale de l'enfant;
- 3^o des contacts de l'enfant avec sa famille.

Art. 41. Le délégué du ministre informe le conseiller du lieu de la résidence de l'enfant des situations d'abandon décrites dans l'article 370 bis du Code civil et lui communique à cette fin le rapport prévu à l'article 40.

Lorsque le rapport décrit une situation d'abandon, le conseiller fait rechercher par la section sociale les causes de l'interruption de contacts et met en œuvre, s'il échet, les mesures d'aide tendant à y remédier.

Si l'exécution des mesures d'aide visées à l'alinéa 2 ne modifie pas la situation d'abandon, la demande en déclaration d'abandon prévue à l'article 370 bis, § 3, du Code civil peut être portée devant le tribunal de la jeunesse par le conseiller.

Le conseiller peut être désigné par le tribunal de la jeunesse, pour la durée fixée par celui-ci, afin d'exercer la tutelle de l'enfant déclaré abandonné. Le conseiller désigné en qualité de tuteur veille notamment à l'adoption de l'enfant chaque fois que la solution s'avère plus bénéfique pour l'enfant.

L'administration compétente apporte son concours au conseiller pour l'adoption des enfants déclarés abandonnés. Elle peut également être chargée par le tribunal de la jeunesse d'exercer, sous le contrôle de ce tribunal et jusqu'à l'adoption de l'enfant, la surveillance des conditions d'éducation des enfants confiés, en application de l'article 370 ter du Code civil, à une personne avec laquelle ils ont des liens familiaux.

Art. 42. L'administration compétente transmet au tribunal de la jeunesse, la candidature des personnes disposées à adopter le jeune déclaré abandonné à l'initiative du conseiller et prêtes à exercer, en attendant l'adoption, la tutelle visée à l'article 370 bis, § 3, alinéa 2, du Code civil.

Pour l'instruction des demandes d'adoption, l'administration peut faire procéder, par la section sociale visé à l'article 31, alinéa 2, ou par tout autre service agréé, à toutes les investigations permettant d'apprécier les conditions d'accueil que les candidats adoptants sont susceptibles d'offrir à des enfants sur les plans familial, éducatif et psychologique.

TITRE VIII. — L'agrément et les subventions

CHAPITRE 1^{er}. — L'agrément des services non résidentiels et résidentiels

Art. 43. Toute personne physique ou morale s'offrant, moyennant subventions, à héberger ou à aider habituellement des jeunes en vertu du présent décret, doit avoir été agréée à cette fin par l'Exécutif.

Peuvent toutefois bénéficier de subventions selon les modalités fixées par l'Exécutif, les personnes physiques ou morales non agréées en application du présent décret qui apportent de manière occasionnelle leur concours à l'application de celui-ci.

Art. 44. L'Exécutif arrête les conditions générales d'agrément après avoir pris l'avis du conseil communautaire.

Ces conditions concernent notamment :

- 1^o les droits et obligations des jeunes, de leur famille et de leurs familiers;
- 2^o le projet pédagogique, l'enseignement, la formation professionnelle et le règlement d'ordre intérieur applicables aux jeunes;
- 3^o les normes et les règles de déontologie du personnel;
- 4^o la périodicité et le contenu des informations relatives aux normes se rapportant à la sécurité, aux bâtiments et installations, à la comptabilité et à la gestion, qui doivent être communiquées à l'administration;
- 5^o la périodicité et le contenu des informations relatives à l'aide qui doivent être communiquées aux autorités qui ont décidé de la mesure à l'égard du jeune et à celles qui appliquent cette mesure.

Art. 45. L'Exécutif fixe, après avis du conseil communautaire, la procédure d'agrément des services. Il statue sur les demandes d'agrément par décision motivée après avoir pris l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 46.

Art. 46. § 1^{er}. Il est créé une commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur les demandes d'agrément.

Cette commission comprend vingt-neuf membres :

- 1^o le président du conseil communautaire;
- 2^o un juge d'appel de la jeunesse, choisi sur une liste double proposée collégalement par les juges d'appel de la jeunesse;
- 3^o deux directeurs;
- 4^o deux conseillers;
- 5^o deux magistrats de la jeunesse;
- 6^o deux travailleurs sociaux respectivement d'une section sociale d'un service de l'aide à la jeunesse et d'une section sociale d'un service de protection judiciaire;
- 7^o deux représentants des services de placement familial;
- 8^o cinq représentants des services non résidentiels, dont deux pour les services d'aide en milieu ouvert, un pour les centres d'orientation éducative, un pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques et un pour les services de tutelle;
- 9^o un représentant des maisons familiales;
- 10^o un représentant des organismes d'adoption;
- 11^o trois représentants des institutions offrant un hébergement aux jeunes;
- 12^o trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé;
- 13^o un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur proposition du conseil d'administration de cet Office;
- 14^o deux fonctionnaires de l'administration compétente dont un est chargé du secrétariat de la commission, désignés par le délégué du Ministre;
- 15^o un représentant de l'Exécutif ayant voix consultative.

§ 2. L'Exécutif désigne le président de la commission parmi ses membres. Les membres visés au § 1^{er}, 1^o, à 14^o, sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. L'Exécutif nomme les membres visés au § 1^{er}, 5^o à 11^o, sur une liste double de candidats présentée par les unions et fédérations représentatives. Il fixe les indemnités qui leur sont accordées.

§ 3. Lorsqu'elle est amenée à examiner les demandes individuelles d'agrément, en application de l'article 45, la commission émet deux avis.

Le premier avis porte sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet sur la base des critères de programmation élaborés par le conseil communautaire d'aide à la jeunesse.

Cet avis tient compte de la pertinence de la création de projets nouveaux et de la modification des projets existants eu égard à leur spécificité, leur lieu d'implantation et leurs aspects budgétaires.

Le deuxième avis concerne le respect des normes d'agrément et de subventions.

§ 4. L'Exécutif règle les modalités de fonctionnement de la commission. Il fixe les délais dans lesquels les avis doivent être rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés.

Art. 47. L'Exécutif fixe le montant des subventions auxquelles peuvent prétendre les services ou personnes agréés en vertu du présent décret, pour la prise en charge des jeunes qui leur sont confiés. Les subventions comprennent, selon les cas, une part variable et une part fixe.

La part variable constitue un forfait couvrant les frais ordinaires et spéciaux d'entretien et d'éducation du jeune.

La part fixe couvre les frais de personnel et les frais de fonctionnement du service.

les subventions sont liquidées sous la forme d'avances mensuelles.

L'Exécutif fixe annuellement le prix de la journée d'entretien dans le groupe des institutions publiques.

Art. 48. Lorsqu'il est constaté que la personne physique ou morale ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle refuse ou omet de satisfaire aux obligations prévues par l'article 40, l'Exécutif peut la mettre en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations dans un délai qu'il détermine selon le cas.

S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure, l'Exécutif peut, après avoir pris l'avis de la commission prévue à l'article 46, par décision motivée, retirer l'agrément.

Art. 49. En cas de remplacement de la personne physique qui gère un service et en assure la direction effective, l'agrément doit être confirmé suivant les modalités fixées par l'Exécutif.

Dans la même hypothèse, l'agrément peut être suspendu suivant les modalités fixées par l'Exécutif.

CHAPITRE II. — *L'agrément des organismes d'adoption*

Art. 50. § 1er. Seule une personne morale de droit public ou privé, constituée dans ce dernier cas en association sans but lucratif, peut servir d'intermédiaire pour l'adoption d'un enfant. Elle doit avoir été préalablement agréée à cette fin.

L'Exécutif arrête les conditions et les procédures d'agrément.

Pour obtenir et conserver l'agrément, le service d'adoption doit notamment remplir les conditions suivantes :

1° l'objet social de l'organisme doit consister principalement dans l'activité d'intermédiaire pour l'adoption d'enfants;

2° il est composé ou encadré d'une équipe pluridisciplinaire dont l'Exécutif détermine la composition;

3° ses activités doivent comprendre :

a) l'information des parents d'origine s'ils résident en Belgique et celle des candidats adoptants quant aux conditions et aux effets juridiques de l'adoption, à ses implications psychologiques, et quant à la durée et au coût de la procédure d'adoption;

b) l'étude médico-socio-psychologique de l'enfant, des parents d'origine s'ils résident en Belgique, et des candidats adoptants;

c) la préparation et le suivi des candidats adoptants, de l'enfant et des parents d'origine s'ils résident en Belgique;

d) en cas d'adoption internationale, la collaboration obligatoire avec les organismes étrangers agréés à cet effet par l'Etat d'origine de l'enfant, pour autant qu'une procédure d'agrément soit prévue et requise dans ledit pays et que ces organismes étrangers effectuent leurs missions dans le respect des droits fondamentaux garantis dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant;

e) la remise périodique d'un rapport circonstancié sur ces différentes activités à l'administration compétente;

f) la formation continuée des membres de l'équipe pluridisciplinaire.

L'Exécutif statue sur les demandes d'agrément par décision motivée, après avis de la commission d'agrément visée à l'article 46.

Lorsqu'il est constaté qu'un organisme d'adoption ne satisfait plus aux conditions d'agrément, l'Exécutif peut le mettre en demeure de se conformer à ces conditions dans un délai de huit jours à six mois, selon le cas.

S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure, l'Exécutif peut retirer l'agrément par décision motivée, après l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 46.

§ 2. L'Exécutif fixe le montant des subventions auxquelles peuvent prétendre les organismes agréés en vertu du présent décret.

§ 3. L'Exécutif fait inspecter les organismes d'adoption par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet.

TITRE IX. — Dispositions générales

Art. 51. § 1er. Un service de protection judiciaire, dirigé par le directeur, est mis à la disposition de chaque tribunal et chambre d'appel de la jeunesse.

Il comporte deux sections :

1° la section sociale;

2° la section administrative;

Le tribunal ou la chambre d'appel de la jeunesse communique au directeur les mesures qu'il prend.

§ 2. Si la localisation des services le permet, la section administrative du service de protection judiciaire et celle du service de l'aide à la jeunesse peuvent être regroupées en une seule section par décision de l'Exécutif.

Art. 52. L'Exécutif reçoit notification de toute décision prise en vertu de présent décret lorsqu'elle entraîne des dépenses à charge du budget de la Communauté française.

Il fait inspecter par les fonctionnaires qu'il délègue à cet effet :

1° les services et les organismes agréés dans le cadre du présent décret;

2° le service de l'aide à la jeunesse ainsi que le service de protection judiciaire;

3° les institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé;

4° les services non agréés et les personnes qui apportent occasionnellement leur concours à l'application du présent décret.

Art. 53. Il est créé un centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Ce centre a notamment pour mission :

1° d'assurer l'information du public en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse et de publier annuellement les statistiques relatives à l'application du présent décret;

2° d'assurer la formation et le perfectionnement professionnels du personnel des services de l'administration compétente;

3° de centraliser les actions de recherche en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse, d'organiser la concertation entre les personnes qui apportent leur concours à l'application des mesures d'aide à la jeunesse ou de protection de la jeunesse et de favoriser leur formation.

Il peut être fait appel à des professeurs, des formateurs et des chercheurs extérieurs.

Art. 54. L'Exécutif peut agréer et subventionner selon les normes qu'il détermine des organismes privés qui ont pour mission d'assurer la formation et le perfectionnement professionnels du personnel des services agréés dans le cadre du présent décret.

TITRE X. — Dispositions financières

Art. 55. La part contributive des jeunes et des personnes qui leur doivent des aliments dans les frais résultant des mesures prises en application des articles 36, § 6, ou 39 du présent décret est fixée par le conseiller suivant les critères et modalités arrêtés par l'Exécutif. La part contributive des jeunes et des personnes qui leur doivent des aliments dans les frais résultant des mesures prises en application de l'article 38 du présent décret ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est fixée par le directeur suivant les critères et modalités arrêtés par l'Exécutif. Le tribunal de la jeunesse statue sur les recours introduits contre ces fixations.

La fixation d'une part contributive dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré, n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments conformément à l'article 48 du présent décret lorsque l'aide est dispensée par son intermédiaire.

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi à l'intervention de l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. L'action se prescrit par cinq ans conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

Art. 56. Le ministère ayant l'aide et la protection de la jeunesse dans ses compétences rembourse aux centres publics d'aide sociale, en ce compris ceux de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, les frais exposés en vue de l'exécution de leur mission légale d'aide sociale pour les jeunes visés par le présent décret à raison d'un pourcentage établi suivant les critères et les normes fixés par l'Exécutif.

L'Exécutif fixe les modalités de ce remboursement.

Les centres publics d'aide sociale ne peuvent recevoir des subventions inhérentes à leurs missions d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse qu'à condition de se conformer aux critères de sélection et d'orientation des dossiers déterminés par l'Exécutif et de respecter les procédures fixées en la matière par l'Exécutif.

TITRE XI. — Dispositions pénales

Art. 57. Sans préjudice de l'application des articles 29 et 30 du code d'instruction criminelle, l'article 458 du Code pénal est applicable aux personnes qui apportent leur concours à l'application du présent décret.

Ces personnes sont tenues d'informer les autorités compétentes lorsqu'elle ont connaissance d'une infraction prévue aux articles 398 à 405 du Code pénal commise sur les personnes visées à l'article 410 du même code.

Art. 58. Celui qui héberge habituellement des jeunes sous le couvert de l'application du présent décret sans avoir obtenu l'agrément ou en contravention avec une décision de refus ou de retrait d'agrément, est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 59. Tout refus ou toute omission volontaire de satisfaire aux obligations prévues par l'article 40 est puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Art. 60. La violation des obligations imposées par les décisions prises en application de l'article 55 du présent décret est punie conformément aux dispositions de l'article 391 *bis* du Code pénal.

Art. 61. Est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, ou d'une de ces peines, toute personne physique qui sert habituellement d'intermédiaire à l'adoption ou toute personne physique qui dirige un organisme d'adoption non agréé à cet effet en vertu du présent décret.

TITRE XII. — Dispositions modificatives et abrogatoires

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en ce qui concerne la Communauté française

Art. 62. § 1^{er}. Les articles 1 et 2, l'article 3, modifié par la loi du 9 mai 1972, et les articles 4 à 6 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse sont abrogés.

§ 2. 1^o L'article 29, alinéa 2 de la même loi est abrogé;

2^o A l'article 29, alinéa 3 de la même loi, les mots « ou au comité de protection de la jeunesse » sont supprimés et le mot « désigné » est remplacé par le mot « désignée ».

§ 3. Les articles 30 et 31 de la même loi sont abrogés.

§ 4. A l'article 34, alinéa 1^{er} de la même loi, modifié par la loi du 31 mars 1987, les mots « au comité de protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « au conseiller de l'aide à la jeunesse ».

§ 5. L'article 36, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o de la même loi est abrogé.

§ 6. 1^o. A l'article 37, alinéa 2, 2^o de la même loi, les mots « du comité de protection de la jeunesse ou » sont supprimés et les mots « d'un délégué à la protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « du service de protection judiciaire »;

2^o A l'article 37, alinéa 2, 3^o de la même loi, les mots « du comité de protection de la jeunesse ou » sont supprimés et les mots « d'un délégué à la protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « du service de protection judiciaire »;

3^o A l'article 37, alinéa 2, 4^o de la même loi, les mots « groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat » sont remplacés par les mots « groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française ».

§ 7. A l'article 42, alinéa 2 de la même loi, les mots « désigne pour assurer cette surveillance le comité de protection de la jeunesse ou un délégué à la protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « confie cette mission de surveillance au service de protection judiciaire ».

§ 8. A l'article 50, alinéa 2 de la même loi, les mots « , et qui contient éventuellement les renseignements recueillis à l'intervention du comité de protection de la jeunesse, » sont supprimés et les mots « d'un délégué à la protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « du service de protection judiciaire ».

§ 9. Les articles 52 et 53 de la même loi sont abrogés en ce qu'ils visent les mineurs en danger, ceux qui sont l'objet de plainte en correction parentale et ceux qui sont trouvés mendiants ou vagabonds, en ce compris les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie.

§ 10. A l'article 63, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots « 1^o, 3^o et » sont supprimés.

§ 11. L'article 64 de la même loi, modifié par la loi du 25 juin 1969, est abrogé.

§ 12. A l'article 69 de la même loi, l'alinéa 1^{er}, a et l'alinéa 2 sont abrogés.

§ 13. L'article 70 de la même loi, modifié par le décret du 14 mai 1987, est abrogé.

§ 14. L'article 71 de la même loi est abrogé.

§ 15. A l'article 72, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots « par le comité de protection de la jeunesse, » sont supprimés.

§ 16. 1^o L'article 74, alinéa 1^{er} de la même loi est abrogé;

2^o A l'article 74, alinéa 2 de la même loi, les mots « un délégué à la protection de la jeunesse » sont remplacés par les mots « le service de protection judiciaire ».

§ 17. 1^o L'article 79, alinéa 1^{er} de la même loi est abrogé;

2° A l'article 79, alinéa 2, de la même loi, les mots « visés à l'alinéa précédent, » sont remplacés par les mots « à l'exclusion des internats scolaires et des pensions assimilées, s'offrant à héberger collectivement et de façon habituelle, hors de la résidence de leurs parents en ligne directe ou collatérale ou de leur représentant légal, des mineurs non protégés par la présente loi ou par d'autres dispositions légales ».

§ 18. A l'article 88, alinéa 1er, c, de la même loi, les mots « ou le comité de protection de la jeunesse » sont supprimés et le mot « désigné » est remplacé par le mot « désignée ».

**CHAPITRE II. — Modifications du décret du 29 avril 1985
relatif à la protection des enfants maltraités**

Art. 63. 1° A l'article 2, 1° du décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités, les mots « soit en collaboration avec l'Office de la Naissance et de l'Enfance » sont remplacés par les mots « soit à l'initiative de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, soit en collaboration avec le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse et le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

2° L'article 2, 2° du même décret est remplacé par la disposition suivante : « 2° assurer la formation et l'encadrement des travailleurs médico-psychologiques, notamment en collaboration avec le centre d'information, de formation et de perfectionnement du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse »;

3° A l'article 2, 3°, premier tiret du même décret, les mots « ou tout organisme » sont remplacés par les mots « institution, service ou organisme dont le conseiller de l'aide à la jeunesse et l'autorité judiciaire compétents »;

4° A l'article 2, 3° du même décret, il est ajouté un cinquième tiret, rédigé comme suit : « — en participant à la coordination relative aux actions entreprises en faveur des jeunes et de leur famille, qui est assurée par le conseiller de l'aide à la jeunesse »;

5° A l'article 7, dernier alinéa du même décret, les mots « et de fonctionnaires de l'O.N.E. » sont remplacés par les mots suivants : « de fonctionnaires de l'O.N.E. et d'un fonctionnaire représentant l'administration qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions. »

**CHAPITRE III. — Modifications au décret du 14 mai 1987
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services
assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse**

Art. 64. Le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse est abrogé.

TITRE XIII. — Dispositions transitoires

Art. 65. Les personnes et services qui, avant l'entrée en vigueur du présent décret, ont été agréés ou conventionnés pour héberger ou aider des mineurs en application de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse disposent d'une période d'un an, à compter de la date de publication au *Moniteur belge* des normes fixées par l'Exécutif, pour demander leur agrément, conformément au présent décret.

Art. 66. Les membres des comités de protection de la jeunesse poursuivent leur mandat jusqu'à la nomination des membres des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse.

Art. 67. § 1er. Si, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, une procédure est en cours devant une juridiction de la jeunesse, cette juridiction reste saisie.

Toutefois, elle peut seulement soit réprimander le mineur, soit se dessaisir du dossier et le transmettre au conseiller compétent.

§ 2. Les mesures de surveillance prononcées en application de l'article 37, 2° de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse à l'égard des mineurs visés aux articles 36, 1°, 2° et 3° de la même loi prennent fin dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret sauf à être prolongées par décision du conseiller sur information du tribunal et à la demande des intéressés.

Les mesures de placement prononcées à l'égard des mineurs visés à l'article 36, 1°, 2° et 3° de la loi du 8 avril 1985 relative à la protection de la jeunesse cesseront dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret sauf à être prolongées par décision du conseiller sur information du tribunal de la jeunesse et à la demande des intéressés.

TITRE XIV. — Disposition finale

Art. 68. L'Exécutif fixe, pour chaque disposition du présent décret, la date d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mars 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

X. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1500

4 MAART 1991. — Decreet inzake hulpverlening aan de jeugd (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

- 1° jongere : de persoon die minder dan achttien jaar oud is, of die minder dan twintig jaar oud is voor wie hulpverlening vóór de leeftijd van achttien jaar wordt aangevraagd;
- 2° kind : de jongere die minder dan achttien jaar oud is;
- 3° gezin : de personen die een band van afstamming hebben met de jongere, alsook de voogd en de vervangende voogd;
- 4° leefgenoten : de personen waaruit het familiaal leefmilieu van de jongere bestaat, met inbegrip van de opvangouders;
- 5° opvangouder : de persoon onder wiens bewaring de jongere wordt gesteld hetzij door zijn ouders, hetzij door een plaatsingsinstantie of een overheidsbestuur, hetzij door een adoptie-instelling;
- 6° hulpverlening : de gespecialiseerde hulpverlening, georganiseerd in het kader van dit decreet. Ze bestaat uit individuele hulpverlening en uit algemene preventie.
- 7° arrondissement : elk gerechtelijk arrondissement gelegen in het Frans taalgebied en het gerechtelijk arrondissement van Brussel, beperkt tot het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 8° arrondissementsraad : de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd;
- 9° Gemeenschapsraad : de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;
- 10° adviseur : de adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd;
- 11° directeur : de directeur bij de hulpverlening aan de jeugd;
- 12° algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd : persoon die door de Executieve wordt afgevaardigd om de rechten te vrijwaren en de belangen te behartigen van alle kinderen en alle jongeren, inzonderheid in het kader van de hulpverlening aan de jeugd;
- 13° bevoegde administratie : de administratie van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;
- 14° diensten : de niet-residentiële erkende diensten en de residentiële erkende diensten; de eerste zijn onder meer de centra voor opvoedkundige voorlichting, de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, de diensten voor hulpverlening in open milieu, de diensten voor vervangende voogdij; de tweede zijn, enerzijds, de instellingen die huisvesting aan jongeren bieden en, anderzijds, de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 15° groep overheidsinstellingen : de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met een open of gesloten regime, van de Franse Gemeenschap;
- 16° vervangende voogd : de persoon die door de jeugdrechtsbank wordt aangewezen om de rechten waarvan de ouders of één van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en om de hieruit voortvloeiende verplichtingen te vervullen;
- 17° adoptie-instelling : de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersoon die als tussenpersoon dient voor de adoptie van Belgische of buitenlandse minderjarigen, of die het kind aan één kandidaat-adoptant of aan kandidaat-adoptanten toevertrouwt, of die deelneemt aan de verwezenlijking van een adoptie door het dossier van de adoptant(en) over te zenden aan private verenigingen of personen die een kind in België of in het buitenland in adoptie kunnen stellen;
- 18° afgevaardigde van de Minister : de ambtenaar die de leiding heeft van de administratie die bevoegd is voor de jeugdbescherming, of zijn vervanger;
- 19° de minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren.

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op :

- 1° jongeren in een probleemsituatie, alsook personen die grote moeilijkheden hebben bij de uitvoering van hun ouderlijke verplichtingen;
- 2° ieder kind waarvan de gezondheid of de veiligheid gevaar loopt, of waarvan de opvoedingsomstandigheden dreigen slechter te worden omwille van zijn gedrag, het gedrag van zijn gezin of van zijn leefgenoten.
- Het is eveneens van toepassing op de natuurlijke en rechtspersonen die hun medewerking verlenen voor de uitvoering van individuele beslissingen die door de gemeenschapsoverheden of de rechterlijke overheden werden genomen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

TITEL II. — De rechten van de jongeren

HOOFDSTUK I. — De vrijwaring van de rechten van de jongeren

Art. 3. Iedere jongere bedoeld in artikel 2 heeft recht op gespecialiseerde hulpverlening, georganiseerd in het kader van dit decreet. Deze hulpverlening heeft tot doel hem gelijke ontplooiingsmogelijkheden te bieden met het oog op de toegang tot een levenswijze die in overeenstemming is met de menselijke waardigheid.

Art. 4. Hij die zijn medewerking verleent voor de uitvoering van dit decreet is ertoe gehouden de erkende rechten van de jongere te eerbiedigen en diens belangen zo goed mogelijk te behartigen.

De natuurlijke of rechtspersoon, de groep overheidsinstellingen en de diensten die hun medewerking verlenen voor de toepassing van dit decreet, zijn ertoe gehouden de godsdienstige, wijsgerige en politieke overtuiging van de jongere te eerbiedigen.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — Nr. 165 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 tot 5 : Amendementen.
Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 19 februari 1991. — Bespreking en aanneming.
Vergadering van 20 februari 1991.

Alle bij dit decreet bedoelde diensten, met inbegrip van de groep overheidsinstellingen, zijn er bovendien toe gehouden zich te schikken naar de deontologieregels die op de voordracht van de Gemeenschapsraad door de Executieve worden vastgesteld.

Art. 5. De adviseur of, in voorkomend geval, de directeur, brengt de personen bedoeld in artikel 1, 1^o tot 5^o, die hulpverlening genieten, op de hoogte van hun rechten en plichten.

Elk voorstel van de adviseur of de directeur moet met redenen omkleed zijn. Van elke maatregel die door de adviseur wordt getroffen en van elke beslissing die door de directeur wordt genomen, wordt kennis gegeven aan de personen die de ouderlijke macht uitoefenen en aan de personen bedoeld in artikel 7, lid 1.

Art. 6. Bij toepassing van dit decreet nemen de adviseur en de directeur geen maatregel of beslissing inzake individuele hulpverlening zonder de personen die deze hulpverlening wensen te genieten vooraf te hebben opgeroepen en gehoord, tenzij die niet kunnen worden gehoord omwille van hun leeftijd, hun gezondheids-toestand, of omwille van het feit dat ze dringend moeten verschijnen of dat ze niet verschijnen.

De personen die voor de hulpverlening in aanmerking wensen te komen hebben de mogelijkheid om een persoon van hun keuze te machtigen indien hun gezondheidstoestand hen in de onmogelijkheid stelt te worden gehoord.

De beslissing vermeldt of de personen bedoeld in lid 1 werden gehoord of de reden waarom ze niet werden gehoord.

De jongere moet kunnen deelnemen aan de beslissingen die op hem van toepassing zijn en aan de uitvoering ervan, behalve indien behoorlijk wordt bewezen dat het niet kan.

Art. 7. Geen beslissing inzake individuele hulpverlening kan door de adviseur worden getroffen zonder de schriftelijke toestemming van de jonge begunstigde, indien hij de leeftijd van veertien jaar heeft bereikt, of, indien hij die leeftijd niet heeft bereikt, van de personen die de jongere in feite onder hun bewaring hebben. De toestemming van de personen die de persoon van het kind beheren is vereist, indien de maatregel die door de adviseur bij toepassing van artikel 36, § 8, wordt getroffen, het kind uit zijn familiaal leefmilieu verwijdt. De toestemming van deze personen is niet vereist, indien ze niet kunnen worden bereikt of indien ze niet opkomen.

Wanneer de directeur, bij toepassing van artikel 38 van dit decreet, een hulpverleningsmaatregel aanwendt, worden het kind en zijn leefgenoten bij die maatregel betrokken.

Art. 8. Iedere hulpvrager die zich tot een in artikel 1, 10^o tot 15^o bedoelde persoon wendt, kan zich laten begeleiden door de meerderjarige persoon van zijn keuze.

In het belang van de jongere, kan een gesprek afzonderlijk met de jongere of de personen die hem begeleiden plaatsvinden.

Art. 9. De door de adviseur of de directeur getroffen maatregelen en beslissingen hebben als voornaamste doel de ontplooiing van de jongere in zijn familiaal leefmilieu aan te moedigen. Indien de jongere, in zijn belang, echter uit dit milieu moet worden verwijderd, moet de hulp die aan de jongere wordt verleend hem in ieder geval levens- en ontwikkelingsmogelijkheden bieden die aangepast zijn aan zijn behoeften en zijn leeftijd.

Behalve indien dit strijdig is met het belang van de jongere, moet de dienst of de natuurlijke persoon die hem huisvesting verleent, ervoor zorgen dat de contacten met zijn leefgenoten worden behouden, of althans aangemoedigd.

Art. 10. § 1. De duur van elke hulpverlenende maatregel die ter uitvoering van de artikelen 36, §§ 2, 6, 7, en 38 van het decreet door de Franse Gemeenschap wordt toegekend en betoelaagd, wordt beperkt tot maximaal één jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de hulp daadwerkelijk wordt verleend. De hulpverlening kan worden verlengd voor één of meer andere jaarlijkse perioden.

Elke aanvaarde hulpverlenende maatregel kan door de adviseur, in het belang van de jongere, te allen tijde worden ingetrokken of gewijzigd:

1^o hetzij op aanvraag van een lid van het gezin of van zijn leefgenoten, of van de jongere zelf indien hij meer dan veertien jaar oud is;

2^o hetzij op initiatief van de adviseur.

In alle gevallen is de toestemming van de personen bedoeld in artikel 7, lid 1, vereist.

§ 2. Wanneer één van de maatregelen wordt genomen krachtens titel II, hoofdstuk III, afdeling II van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, legt de in artikel 51 bedoelde dienst voor gerechtelijke bescherming om de zes maand aan de bevoegde rechter een verslag over de toestand van de jongere ten aanzien van wie de maatregel is genomen, voor.

De financiële tenlasteneming van die maatregel door de Franse Gemeenschap neemt een einde, behalve indien ze wordt verlengd, één jaar na de datum van het vonnis of, bij gebreke, van de beschikking.

Art. 11. De advocaten van de betrokken personen bedoeld in artikel 1, 1^o tot 5^o, kunnen te allen tijde kennis nemen van alle stukken van het dossier van de adviseur of de directeur volgens de door de Executieve nader te bepalen regels.

De betrokkenen kunnen zelf kennis nemen van de stukken die op hen betrekking hebben, met uitsluiting van de medisch-psychologische verslagen.

HOOFDSTUK II. — *De vrijwaring van de rechten van de jongeren ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel is getroffen*

Afdeling 1. — Algemene beginselen

Art. 12. § 1. Iedere jongere aan wie huisvesting wordt verleend krachtens een maatregel getroffen door een plaatsingsoverheid, heeft het recht met iedere persoon van zijn keuze in contact te komen.

Tenzij de bevoegde rechter een andersluidende, met redenen omklede, beslissing neemt, geniet iedere jongere aan wie huisvesting wordt verleend krachtens een maatregel tot gerechtelijke bescherming het voordeel van hetzelfde recht.

§ 2. Iedere jongere die in een residentiële dienst of in de groep overheidsinstellingen wordt geplaatst ter uitvoering van een rechterlijke beslissing genomen krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of genomen krachtens de artikelen 37, 38 en 39 van dit decreet, wordt, zodra hij wordt opgenomen, op de hoogte gebracht van zijn recht in contact te komen met zijn advocaat.

Daartoe vraagt de verantwoordelijke voor de dienst of de overheidsinstelling de jongere, bij zijn aankomst, een document te ondertekenen waarin hij verklaart van dat recht op de hoogte te zijn gebracht; hij levert er hem een afschrift van af; hij bevordert de feitelijke uitoefening van dat recht.

Art. 13. De adviseur of de directeur brengt ten minste twee keer per jaar bezoek aan iedere jongere ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel getroffen bij toepassing van artikel 36, § 8, of van artikel 38, § 3, wordt genomen, en ten minste vier keer per jaar wanneer het kind minder dan drie jaar oud is. Ze kunnen daartoe een persoon afvaardigen die bij hen verslag doet.

Art. 14. De geplaatste jongere ontvangt zakgeld onder de voorwaarden en volgens de regels die door de Executieve nader te bepalen zijn.

Art. 15. Elke beslissing tot overplaatsing van een jongere van een residentiële dienst naar een andere wordt genomen door de administratieve of rechterlijke overheid die de plaatsing heeft uitgevoerd. De beslissing wordt genomen na onderzoek van een omstandig verslag waarvan een afschrift ook aan de bevoegde administratie wordt gezonden.

De overplaatsing van een jongere die de in artikel 7, lid 1, bedoelde hulp geniet, mag, behalve om geneeskundige of veiligheidsredenen, alleen met de toestemming van de personen bedoeld in dezelfde bepaling worden uitgevoerd.

Behalve in spoedeisende gevallen, wordt de jongere op gepaste wijze op de hoogte gebracht van de redenen voor zijn overplaatsing en van de kenmerken van zijn nieuw opvangmilieu.

Afdeling 2. — De bijzondere vrijwaring van de rechten van de jongeren
toevertrouwd aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met een open of gesloten regime

Art. 16. De Executieve stelt het algemeen reglement van de groep overheidsinstellingen vast. Een exemplaar van het algemeen reglement en van het reglement eigen aan de instelling, wordt aan iedere jongere bij zijn opnemering overhandigd.

De toegang tot de in lid 1 bedoelde instellingen is voorbehouden aan jongeren die meer dan twaalf jaar oud zijn en die, omdat ze wegens een als misdrijf omschreven feit worden vervolgd, worden geplaatst ter uitvoering van artikel 37, 4°, van artikel 41 of van artikel 49 van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming.

De groep overheidsinstellingen kan niet weigeren een bij toepassing van lid 2 geplaatste jongere op te vangen om een andere reden dan gebrek aan plaats.

Art. 17. Over ieder jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan de groep overheidsinstellingen wordt toevertrouwd, wordt een medisch-psychologisch verslag opgemaakt door de pluridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt.

De Executieve bepaalt de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg. Zij bepaalt eveneens de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag moet omvatten.

Binnen vijfenzeventig dagen na de datum van opvang, wordt dat verslag aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie medegedeeld. Het wordt door driemaandelijkse verslagen aangevuld.

Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan de groep overheidsinstellingen wordt toevertrouwd, wordt een sociale studie gemaakt door de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming. De Executieve bepaalt de rubrieken die de sociale studie moet omvatten.

Binnen vijfenzeventig dagen na de datum van opvang, wordt die studie aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie medegedeeld. Ze wordt door driemaandelijkse studies aangevuld.

De advocaat van de jongere ontvangt de conclusies van het medisch-psychologisch verslag en van de sociale studie, op grond waarvan hij een herziening van de maatregel kan aanvragen.

Art. 18. De opvang in een gesloten milieu kan alleen worden toevertrouwd aan een instelling die tot de groep overheidsinstellingen behoort.

Deze opvang is voorbehouden aan de jongere die meer dan veertien jaar oud is en die wordt vervolgd wegens een als misdrijf omschreven feit, en die wordt geplaatst ter uitvoering van een rechterlijke beslissing die een dergelijke plaatsing uitdrukkelijk voorschrijft.

De Executieve geeft aan de betrokken instelling de middelen om haar pedagogische en opvoedingstaak te kunnen vervullen.

Art. 19. § 1. Een maatregel tot afzondering in specifieke lokalen kan ten aanzien van een jongere alleen in een instelling worden genomen die tot de groep overheidsinstellingen behoort, en alleen wanneer die jongere zijn lichamelijke veiligheid of die van de andere jongeren, van het personeel of van de bezoekers in het gedrang brengt.

De directie brengt daar terstond de plaatsingsoverheid, of, bij afwezigheid hiervan, de procureur des Konings, van op de hoogte.

De maatregel wordt bevestigd door een schriftelijk verslag dat wordt gericht aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie.

§ 2. De afzonderingsmaatregel kan niet worden verlengd boven een duur van vierentwintig uur zonder de toestemming van de bevoegde rechter. De bevoegde rechter neemt de gepaste maatregelen met eerbiediging van de rechten van de betrokkene en bevestigt in een met redenen omkleed schrijven de machtiging tot verlenging van de afzondering voor een door hem vast te stellen termijn die niet langer dan acht dagen kan zijn.

De maatregel kan onder dezelfde voorwaarden worden verlengd de laatste dag van de oorspronkelijk vastgestelde termijn.

§ 3. De afzonderingsmaatregel wordt opgeheven zodra de toestand waardoor ze gemotiveerd is, ophoudt te bestaan. De directeur van de instelling brengt daar de plaatsingsoverheid alsook de bevoegde administratie schriftelijk van op de hoogte.

§ 4. Ondanks de afzondering, kan de jongere de rechten bedoeld in dit hoofdstuk verder blijven genieten.

§ 5. Op advies van de Gemeenschapsraad, stelt de Executieve de nadere regels inzake afzondering vast, en organiseert er de controle op. Ze stelt, voor de afzonderingslokalen, normen vast die de eerbied voor de menselijke waardigheid waarborgen.

TITEL III. — De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd

Art. 20. In de hoofdplaats van elk arrondissement wordt een arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd opgericht. Wanneer dit in het belang van de jeugd vereist is op grond van lokale noodwendigheden, kan de arrondissementsraad verschillende afdelingen in zijn midden oprichten.

Wanneer de bevolkingsdichtheid of de geografische configuratie dit vergt, kan de Executieve andere raden in het arrondissement oprichten. Zij bepaalt de gemeenten waarin de bevoegdheden van de nieuwe raad kunnen worden uitgeoefend.

Art. 21. De arrondissementsraad :

1° moedigt de coördinatie inzake algemene preventie aan, werkt die in de hand, en voert de supervisie over de acties die terzake binnen het arrondissement in het werk worden gesteld;

2° stelt voor de begroting inzake algemene preventie te bestemmen voor de doelstellingen die hij bepaalt, en controleert er de aanwending van;

3° bestudeert een programmatie van de behoeften van het arrondissement in verband met de diensten die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit decreet, en brengt adviezen uit of doet voorstellen aan de Executieve hetzij op eigen initiatief, hetzij op haar aanvraag;

4° vestigt de aandacht van de overheid op elke toestand die nadelig kan zijn voor de ontwikkeling van de persoonlijkheid van de jongeren en voor hun inschakeling in de maatschappij;

5° maakt jaarlijks een verslag bekend, met opgave van :

a) de activiteitenbalans;

b) de kritische analyse van de toestand van het arrondissement;

c) het programma van de aanbevolen acties.

Art. 22. § 1. De arrondissementsraad is samengesteld uit twaalf tot vierentwintig leden, die door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van zes jaar worden benoemd.

Met uitzondering van de eerste installatie van de arrondissementsraden gaat het mandaat in op de eerste dag van de vijfde maand die volgt op de installatie van de nieuwe gemeenteraden, uiterlijk op één juni.

De leden van de arrondissementsraad worden aangewezen onder personen die erkend zijn voor hun bekwaamheid inzake hulpverlening aan de jeugd. De arrondissementsraad is samengesteld :

1° voor één derde, uit leden van de raden voor maatschappelijk welzijn van het arrondissement;

2° voor één derde, uit personen die hun medewerking bieden voor de hulpverlening aan de jeugd, de jeugdbescherming of de bescherming van moeder en kind;

3° voor één derde, uit personen die het bewijs van hun kennis leveren inzake sociale, medische, culturele of educatieve actie ten gunste van jeugd en gezin, en uit leden van de politie of de rijkswacht.

§ 2. Ten minste één vierde van de leden van de arrondissementsraad moeten minder dan vijfendertig jaar oud zijn op de dag waarop ze worden benoemd of waarop hun benoeming wordt hernieuwd.

De arrondissementsraad kan niet meer dan twee derde van vertegenwoordigers van hetzelfde geslacht tellen.

§ 3. Als ontslagnemend wordt geacht, ieder lid dat, zonder zich te hebben verantwoord, drie opeenvolgende vergaderingen niet heeft bijgewoond.

§ 4. Wanneer het mandaat van een lid vóór de vastgestelde termijn eindigt, wordt een vervanger aangewezen onder dezelfde voorwaarden als deze die werden nageleefd voor de aanwijzing van de te vervangen persoon. Het mandaat van de vervanger eindigt tegelijk met dat van de andere leden van de arrondissementsraad.

§ 5. Bovendien kunnen drie personen door de arrondissementsraad worden gecoöpteerd, bij een tweederde-meerderheid, volgens een door de Executieve te bepalen procedure.

Hun mandaat eindigt tegelijk met dat van de andere leden van die raad.

§ 6. De eerste voorzitter van het bevoegde hof van beroep wordt verzocht een jeugdrechter van het arrondissement voor te dragen om aan de werkzaamheden van de arrondissementsraad met raadgevende stem deel te nemen.

De procureur-generaal bij het bevoegde hof van beroep wordt verzocht een lid van het jeugdparket van het arrondissement voor te dragen om aan de werkzaamheden van de arrondissementsraad met raadgevende stem deel te nemen.

§ 7. De adviseur, de adjunct-adviseurs, de directeur en de adjunct-directeurs nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van de arrondissementsraad van hun gebied.

Art. 23. De Executieve benoemt een voorzitter en twee ondervoorzitters uit de stemgerechtigde leden van elke arrondissementsraad.

Wanneer afdelingen binnen een arrondissementsraad worden opgericht, wordt elk van die voorzeten hetzij door de voorzitter hetzij door één van beide ondervoorzitters.

Art. 24. De Executieve regelt de werking van de arrondissementsraad en stelt de vergoedingen vast die aan de leden worden toegekend.

Art. 25. De Executieve bepaalt de voorwaarden waaronder de arrondissementsraden kunnen voorstellen uitgaven vast te leggen.

TITEL IV. — De Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd

Art. 26. Er wordt een Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd opgericht. De leden van deze raad worden door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd. Met uitzondering van de eerste installatie van de Gemeenschapsraad, gaat het mandaat in tussen 1 september en 1 oktober van het jaar dat volgt op het jaar van de gemeenteverkiezingen.

Art. 27. § 1. De Gemeenschapsraad is een overwegingsorgaan dat een algemene bevoegdheid heeft om, zelfs op eigen initiatief, adviezen uit te brengen en voorstellen te doen over alle aangelegenheden die betrekking hebben zowel op hulpverlening aan de jeugd als op jeugdbescherming.

§ 2. Deze bevoegdheid houdt inzonderheid de macht in om :

1° het optreden van de arrondissementsraden aan te moedigen en te coördineren;

2° adviezen uit te brengen :

a) over de normen voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten die zich bereid verklaren doorgaans hulp te verlenen aan jongeren;

b) over het algemeen reglement van de groep overheidsinstellingen, ten minste om de drie jaar;

c) over de aard van de sancties die te bepalen zijn ten aanzien van de instellingen, diensten en personen waarop dit decreet van toepassing is, wanneer die de bepalingen van de titel van dit decreet betreffende de rechten van de jongeren niet naleven, over de procedures tot instellen van vervolgingen en over de beroepen waarover ze beschikken;

3° voorstellen te doen inzake :

a) algemene oriëntatie op het gebied van hulpverlening aan de jeugd;

b) programmatie betreffende de diensten, instellingen en andere middelen die worden aangewend voor de toepassing van dit decreet;

c) organisatie, coördinatie en de personeelsformatie van de groep overheidsinstellingen, van de dienst voor gerechtelijke bescherming en van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd;

4° om de twee jaar een verslag op te maken en bekend te maken over de toestand op het vlak van jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap. Het verslag wordt bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend om aan de leden ervan te worden medegedeeld, en wordt dan openbaar gemaakt;

5° om de twee jaar verslag uit te brengen over het type en het aantal noodzakelijke plaatsen binnen de groep overheidsinstellingen;

6° aan de Executieve het ontwerp van deontologieregels bedoeld in artikel 4, lid 3 voor te stellen.

Art. 23. § 1. De Gemeenschapsraad bestaat uit :

1° een lid van elke arrondissementsraad, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke raad;

2° zeven vertegenwoordigers van de organisaties of federaties van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming erkend in het kader van dit decreet, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie of federatie;

3° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de privé-sector op het vlak van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie;

4° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de openbare sector op het vlak van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie;

5° twee vertegenwoordigers van de « Conseil de la jeunesse d'expression française » (Franstalige Jeugdraad), gekozen uit een lijst van zes kandidaten voorgedragen door die Raad;

6° een vertegenwoordiger van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de raad van bestuur van die Dienst;

7° een vertegenwoordiger van de pluridisciplinaire ploegen die gespecialiseerd zijn in het opsporen en behandelen van kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, ontberingen of ernstige nalatigheid, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

8° een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de Vereniging van Steden en Gemeenten;

9° een vertegenwoordiger van de « Ligue des familles », gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door zijn raad van bestuur;

10° een vertegenwoordiger van de organisaties of federaties van adoptie-instellingen, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie of federatie;

11° twee adviseurs gekozen uit een lijst van zes kandidaten die door de adviseurs collegiaal wordt voorgedragen;

12° twee directeurs gekozen uit een lijst van zes kandidaten die door de directeurs collegiaal wordt voorgedragen;

13° twee vertegenwoordigers van de « Union des magistrats de la jeunesse francophone » (Bond van Franstalige jeugdmagistraten), onder wie een jeugdrechter en een magistraat van het openbaar ministerie, gekozen uit een dubbele lijst voorgedragen door die bond.

14° een vertegenwoordiger van de administratie die bevoegd is voor jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd, aangewezen door het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren;

15° een jeugdrechter in hoger beroep, collegiaal voorgedragen door de jeugdrechters in hoger beroep van Brussel, Luik en Bergen;

16° een lid van het parket-generaal, voorgedragen door de procureurs-generaal van de Hoven van beroep te Brussel, Luik en Bergen;

17° drie personen van de sector wetenschappelijk onderzoek, aangewezen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming en de hulpverlening aan de jeugd behoren;

18° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd;

19° een persoon aangewezen door elke Minister, lid van de Executieve;

20° een persoon aangewezen door de Minister van Justitie.

§ 2. De Executieve wijst uit de leden een stemgerechtigde voorzitter en twee stemgerechtigde ondervoorzitters aan.

De leden bedoeld in § 1, 14°, 17°, 18°, 19° en 20°, van dit artikel, wonen met raadgevende stem alle vergaderingen van deze raad bij.

Art. 29. Op initiatief van de Gemeenschapsraad of op aanvraag van de Executieve, kunnen verschillende afdelingen binnen deze raad worden opgericht.

De Executieve regelt de werking van de Gemeenschapsraad en van zijn afdelingen, en bepaalt de vergoedingen die aan zijn leden worden toegekend.

Art. 30. Het secretariaat van de Gemeenschapsraad wordt door de bevoegde administratie waargenomen.

TITEL V. — De adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd en de directeur bij de hulpverlening aan de jeugd

Art. 31. In elk arrondissement wordt een adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd aangewezen. De adviseur heeft de leiding van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd; deze bestaat uit :

1° de sociale afdeling;

2° de afdeling algemene preventie;

3° de administratieve afdeling.

Art. 32. § 1. De adviseur is belast met hulpverlening, zoals bepaald bij dit decreet, aan jongeren wier familiale verblijfplaats in zijn arrondissement gelegen is.

Wanneer de jongere van familiale verblijfplaats verandert, zendt de adviseur zijn dossier over aan de adviseur van het arrondissement van de nieuwe verblijfplaats.

Wanneer een jongere zich in het gebied van de Franse Gemeenschap bevindt, maar zonder dat zijn familiale verblijfplaats daar gelegen is of indien deze niet te vinden is, wordt de territoriale bevoegdheid van de adviseur bepaald op grond van de plaats waar de jongere zich bevindt.

§ 2. De adviseur :

1° onderzoekt de aanvragen om hulp en stelt, zo nodig, de hulpverlenende maatregelen bedoeld in artikel 36, § 2, vast;

2° zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de arrondissementsraad en neemt het secretariaat van deze raad waar;

3° beslist, binnen de door de Executieve vast te stellen perken, over de uitgaven die te doen zijn met het oog op de individuele hulpverlening toegekend bij toepassing van dit decreet, en levert de bewijsstukken aan de diensten af;

4° brengt de jeugdrechtbank op de hoogte van de toestanden bedoeld in de artikelen 38 en 39;

5° ontvangt de aanvragen om inlichtingen van de jongere, van een lid van zijn gezin of van één van zijn leefgenoten, alsook de aanvragen om interpellatie en onderzoek van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd, en geeft er gevolg aan overeenkomstig artikel 36, § 5.

Art. 33. In elk arrondissement wordt een directeur bij de hulpverlening aan de jeugd aangewezen.

Hij brengt de maatregelen ten uitvoer die worden genomen door de jeugdrechtbank bij toepassing van artikel 38.

Hij beslist, binnen de door de Executieve vast te stellen perken, over de uitgaven die te doen zijn met het oog op de individuele hulpverlening toegekend bij toepassing van artikel 38, en levert de bewijsstukken voor de diensten af;

De directeur heeft de leiding van de dienst voor gerechtelijke bescherming bedoeld in artikel 51, die hem ter beschikking wordt gesteld om hem bijstand te verlenen bij de tenuitvoerlegging van de in artikel 38, § 3, bedoelde hulpverlenende maatregelen.

Art. 34. In elk arrondissement kunnen één of meer adjunct-adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd worden aangewezen om de adviseur bij te staan, en één of meer adjunct-directeurs bij de hulpverlening aan de jeugd worden aangewezen om de directeur bij te staan.

Art. 35. De adviseur en de directeur staan hiërarchisch onder het gezag van de ambtenaar die de leiding van de bevoegde administratie heeft.

Zij oefenen hun bevoegdheden in alle onafhankelijkheid uit.

TITEL VI. — Hulpverlenende maatregelen

HOOFDSTUK I. — Hulpverlenende maatregelen die tot de bevoegdheid van de adviseur behoren

Art. 36. § 1. De adviseur onderzoekt de hulpaanvragen met betrekking tot de jongere en de personen bedoeld in artikel 2, lid 1, van dit decreet.

§ 2. De adviseur :

1° oriënteert de betrokkenen naar elke geschikte particulier of dienst, die al dan niet in het kader van dit decreet erkend is, waaronder inzonderheid het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een pluridisciplinaire ploeg gespecialiseerd in het opsporen en het behandelen van kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, ontberingen of ernstige nalatigheid;

2° verleent bijstand aan de betrokkenen bij de onderneming van stappen met het oog op het bekomen van de aangevraagde hulp;

3° geeft, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 56, toelating voor de terugbetaling van de kosten gemaakt door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. Wanneer de adviseur in kennis is gesteld van mishandeling, ontberingen of nalatigheid waarvan een kind het slachtoffer is, of wanneer hij vermoedt dat die er zijn, kan hij het optreden van een in § 2, 1°, bedoelde pluridisciplinaire ploeg aanvragen. Deze brengt hem op de hoogte van de evolutie van de toestand.

§ 4. De adviseur coördineert de acties die worden gevoerd ten aanzien van de personen voor wie zijn optreden wordt aangevraagd, inzonderheid door de samenwerking aan te moedigen tussen de verschillende diensten die moeten optreden.

§ 5. Op aanvraag van de jongere, van een lid van zijn gezin of van één van zijn leefgenoten, of van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd, interpelleert de adviseur elke privé- of openbare dienst, die al dan niet in het kader van dit decreet erkend is, en die zich met de jongere bezighoudt, om hem inlichtingen te vragen over zijn optreden of zijn weigering van optreden ten gunste van die jongere.

§ 6. Wanneer aan al de voorwaarden bedoeld in artikel 7, lid 1, van dit decreet voldaan is, kan de adviseur, nadat hij heeft vastgesteld dat geen andere dienst of particulier er op dat ogenblik in staat toe is een aangepaste hulp aan de jongere te verlenen, uitzonderlijk en voorlopig, zolang de stappen bedoeld in § 2 niet tot resultaten hebben geleid, aan de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en aan de particulieren en diensten die hun medewerking verlenen voor de toepassing van dit decreet, opdracht geven de aangepaste hulp te verlenen gedurende de nodige periode.

§ 7. In geval van ontzetting van de ouderlijke macht, wordt de rechtstreekse hulpverlening door de Franse Gemeenschap aan het kind waarvan vader en moeder of één van hen van de ouderlijke macht ontzet zijn, afhankelijk gemaakt van de beslissing van de jeugdrechtbank de minderjarige toe te vertrouwen aan de adviseur overeenkomstig artikel 34, lid 1, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of van een schriftelijke aanvraag om optreden van de vervangende voogd, gericht aan de adviseur.

HOOFDSTUK II. — De bevoegdheden van de jeugdrechtbank met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd

Art. 37. De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen betreffende de toestemming in, de weigering van of de nadere regels voor de toepassing van een individuele hulpverlenende maatregel, die vóór haar worden gebracht hetzij door één van de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, hetzij door de jongere boven de leeftijd van veertien jaar. De jeugdrechtbank maakt een einde aan de betwisting door de partijen tot overeenstemming te brengen.

Indien de verzoening faalt, beslecht de jeugdrechtbank de voor haar gebrachte betwisting.

De beslissing van de jeugdrechtbank levert geen beletsel op voor het treffen en uitvoeren van een schikking die, later tussen de partijen tot stand gekomen, afwijkt van de rechterlijke beslissing. Die schikking kan aan de jeugdrechtbank worden medegedeeld.

Art. 38. § 1. De jeugdrechtbank neemt kennis van de maatregelen die te nemen zijn ten aanzien van een kind, zijn gezin of zijn leefgenoten, wanneer de lichamelijke of psychische integriteit van een kind bedoeld in artikel 2, lid 1, 2°, thans ernstig bedreigd is, en wanneer één van de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die het kind in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, de hulp van de adviseur weigert of die hulp niet benut.

§ 2. De lichamelijke of psychische integriteit wordt beschouwd als ernstig bedreigd, ofwel wanneer het kind gewoonlijk en herhaaldelijk gedragingen heeft die deze werkelijk en rechtstreeks bedreigen, hetzij wanneer het kind het slachtoffer is van ernstige nalatigheid, mishandeling, misbruik van gezag of seksuele misbruiken, die deze rechtstreeks en werkelijk bedreigen.

§ 3. De jeugdrechtbank kan, na te hebben vastgesteld dat het noodzakelijk is dwangmaatregelen te nemen in de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2:

1° het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten of één van hen onderwerpen aan richtlijnen of aan een begeleiding van educatieve aard;

2° in uitzonderlijke omstandigheden, beslissen dat aan het kind een tijdelijke huisvesting buiten zijn familiaal leefmilieu wordt verleend met het oog op zijn behandeling, zijn opvoeding, het onderwijs dat hij moet volgen, of zijn beroepsopleiding;

3° het kind dat meer dan zestien jaar oud is de mogelijkheid bieden om zelfstandig of onder toezicht te verblijven, en zich te laten inschrijven in het bevolkingsregister van die verblijfplaats.

Deze maatregelen worden aangewend door de directeur, bijgestaan door de dienst voor gerechtelijke bescherming, overeenkomstig artikel 7, lid 2.

§ 4. Met inachtneming van artikel 7, lid 2, is de directeur er niet toe gehouden noch de toestemming van het kind boven de leeftijd van veertien jaar noch die van de persoon wiens vroegere weigering werd vastgesteld door de jeugdrechtbank krachtens § 1, te krijgen, om de toepassing van de maatregel te wijzigen binnen de perken bepaald door de jeugdrechtbank krachtens § 3.

De directeur kan een andere maatregel overwegen waarmee de partijen het eens zijn. Hij brengt er de jeugdrechtbank en de adviseur van op de hoogte. De homologatie van de overeengekomen maatregel door de jeugdrechtbank maakt een einde aan de gevolgen van de rechterlijke beslissing. Zodra de homologatie is doorgevoerd, kan de nieuwe maatregel die de toestemming van de partijen heeft gekregen, door de adviseur worden toegepast. De rechtbank kan alleen de homologatie weigeren indien de overeengekomen maatregel strijdig is met de openbare orde.

Art. 39. Wanneer het dringend noodzakelijk is te voorzien in de plaatsing van een kind waarvan de lichamelijke of psychische integriteit thans rechtstreeks ernstig bedreigd is, en wanneer er geen toestemming is van de personen bedoeld in artikel 7, lid 1, kan de jeugdrechtbank, hetzij een voorlopige maatregel van bewaring treffen voor een periode die niet langer dan veertien dagen mag zijn, hetzij de adviseur toelaten het kind beneden de leeftijd van veertien jaar voorlopig te plaatsen voor een periode die niet langer dan veertien dagen mag zijn.

De jeugdrechtbank en de adviseur kunnen het kind in een erkende residentiële dienst plaatsen indien geen enkele betrouwbare leefgenoot, vreemd aan de ernstige bedreiging, bereid is het kind voorlopig onder zijn bewaring te nemen.

Van de toelating of van de maatregel wordt aan de adviseur onmiddellijk kennis gegeven. Deze onderzoekt met het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten, de aanwending van een aanvaarde hulp. Indien de adviseur en de jeugdrechtbank bij een aangetekende brief onverwijld kennis gegeven. De nieuwe maatregel wordt aangewend door de adviseur zodra hij door de jeugdrechtbank is gehomologeerd of zodra de rechtbank haar vorige beslissing heeft ingetrokken. De rechtbank kan de homologatie alleen weigeren indien de maatregel strijdig is met de openbare orde.

Indien de personen bedoeld in artikel 7, lid 1, op het einde van de periode van veertien dagen hun toestemming blijven weigeren, kan de jeugdrechtbank de voorlopige maatregel van bewaring voor een niet-hernieuwbare termijn van ten hoogste zestig dagen verlengen.

TITEL VII. — Maatregelen tot hulpverlening aan verlaten kinderen

Art. 40. Elke dienst, behalve de schoolinternaten en daarmee gelijkgestelde kosthuizen, die kinderen doorgaans opneemt op aanvraag van het gezin of de adviseur, of ter uitvoering van een beslissing van de jeugdrechtbank, richt om de zes maand aan de afgevaardigde van de minister een verslag over de plaatsing van ieder kind, dat inzonderheid een evaluatie inhoudt:

1° van het verloop van de plaatsing ten opzichte van de persoonlijkheid van het kind;

2° van de gezinstoestand van het kind;

3° van de contacten van het kind met zijn gezin.

Art. 41. De afgevaardigde van de minister brengt de adviseur van de verblijfplaats van het kind op de hoogte van de in artikel 370bis van het Burgerlijk Wetboek omschreven gevallen van verlaten kinderen en deelt hem daartoe het in artikel 40 bedoelde verslag mede.

Wanneer het verslag de toestand van een verlaten kind beschrijft, vraagt de adviseur aan de sociale afdeling te zoeken naar de oorzaken van de contactonderbreking, en wendt, in voorkomend geval, de hulpverlenende maatregelen aan die dit proberen te verhelpen.

Indien de uitvoering van de in lid 2 bedoelde hulpverlenende maatregelen de toestand van het verlaten kind niet verandert, kan de vordering tot verlatenverklaring bepaald in artikel 370bis, § 3, van het Burgerlijk Wetboek door de adviseur vóór de jeugdrechtbank worden gebracht.

De adviseur kan door de jeugdrechtbank, voor de door deze vastgestelde periode, worden aangewezen om de voogdij over het verlaten verklaarde kind uit te oefenen. De als voogd aangewezen adviseur zorgt er inzonderheid voor dat het kind wordt geadopteerd telkens als die oplossing als gunstiger blijkt voor het kind.

De bevoegde administratie verleent haar medewerking aan de adviseur voor de adoptie van verlaten verklaarde kinderen. Zij kan door de jeugdrechter eveneens worden belast, onder controle van deze rechtbank en totdat het kind is geadopteerd, met het toezicht op de omstandigheden waarin de opvoeding verloopt van de kinderen die, ter uitvoering van artikel 370ter van het Burgerlijk Wetboek, toevertrouwd zijn aan een persoon met wie ze een gezinsverband hebben.

Art. 42. De bevoegde administratie zendt aan de jeugdrechtbank de namen over van de personen die zich kandidaat stellen om, op initiatief van de adviseur, de verlaten verklaarde jongere te adopteren, en die bereid zijn, in afwachting van de adoptie, de voogdij uit te oefenen die bedoeld is in artikel 370bis, § 3, lid 2, van het Burgerlijk Wetboek.

Voor het onderzoek van de aanvragen om adoptie, kan de administratie de sociale afdeling bedoeld in artikel 31, lid 2, of elke andere erkende dienst, alle onderzoeken doen verrichten naar de kwaliteit van de opvang die de kandidaat-adoptanten aan kinderen kunnen bieden op gezins-, opvoedings- en psychologisch vlak.

TITEL VII. — Erkenning en toelagen

HOOFDSTUK I. — *Erkenning van de niet-residentiële diensten en van de residentiële diensten*

Art. 43. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die zich bereid verklaart, met de steun van toelagen, gewoonlijk huisvesting of hulp te verlenen aan jongeren krachtens dit decreet, moet daartoe door de Executieve erkend zijn.

Kunnen echter, volgens door de Executieve nader te bepalen regels, toelagen genieten, de natuurlijke en rechtspersonen die niet erkend zijn bij toepassing van dit decreet maar die bij gelegenheid hun medewerking verlenen voor de toepassing ervan.

Art. 44. De Executieve stelt de algemene erkenningsvoorwaarden vast, nadat ze het advies van de Gemeenschapsraad heeft ingewonnen.

Die voorwaarden hebben inzonderheid betrekking op :

- 1° de rechten en plichten van de jongeren, hun gezin en hun leefgenoten;
- 2° het opvoedingsproject, het onderwijs, de beroepsopleiding en het huishoudelijk reglement dat op de jongeren toepasselijk is;
- 3° de normen en de deontologieregels van het personeel;
- 4° de periodiciteit en de inhoud van de inlichtingen betreffende de normen inzake veiligheid, gebouwen en uitrustingen, boekhouding en beheer, die aan de administratie moeten worden medegedeeld;
- 5° de periodiciteit en de inhoud van de inlichtingen betreffende de hulpverlening, die moeten worden medegedeeld aan de overheden die de maatregel ten aanzien van de jongere hebben getroffen of aan deze die de maatregel toepassen.

Art. 45. De Executieve stelt, nadat ze het advies van de Gemeenschapsraad heeft ingewonnen, de procedure voor de erkenning van de diensten vast. Ze beslist over de aanvragen om erkenning bij een met redenen omklede beslissing, nadat ze het advies heeft ingewonnen van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 46.

Art. 46, § 1. Er wordt een erkenningscommissie opgericht, belast met het uitbrengen van adviezen over de erkenningsaanvragen.

Die commissie is samengesteld uit negenentwintig leden :

- 1° de voorzitter van de Gemeenschapsraad;
- 2° een jeugdrechter in hoger beroep, gekozen uit een dubbele lijst, collegiaal voorgedragen door de jeugdrechters in hoger beroep;
- 3° twee directeurs;
- 4° twee adviseurs;
- 5° twee jeugdmagistraten;
- 6° twee maatschappelijk werkers die respectievelijk afkomstig zijn uit een sociale afdeling van een dienst voor hulpverlening aan de jeugd en uit een sociale afdeling van een dienst voor gerechtelijke bescherming;
- 7° twee vertegenwoordigers van de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 8° vijf vertegenwoordigers van de niet-residentiële diensten, onder wie twee voor de hulpverleningsdiensten met open regime, een voor de centra voor opvoedkundige voorlichting, een voor de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, en een voor de diensten voor vervangende voogdij;
- 9° een vertegenwoordiger van de gezinsvervangende tehuizen;
- 10° een vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen;
- 11° drie vertegenwoordigers van de instellingen die huisvesting verlenen aan de jongeren;
- 12° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemers-organisaties van de privé-sector;
- 13° een vertegenwoordiger van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » op de voordracht van de raad van bestuur van deze dienst;
- 14° twee ambtenaren van de bevoegde administratie, onder wie één belast is met het secretariaat van de commissie, aangewezen door de afgevaardigde van de Minister;
- 15° een vertegenwoordiger van de Executieve met raadgevende stem.

§ 2. De Executieve wijst de voorzitter van de commissie uit haar leden aan. De leden bedoeld in § 1, 1° tot 14°, worden voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd. De Executieve benoemt de leden bedoeld in § 1, 5° tot 11°, uit een dubbele lijst van kandidaten, voorgedragen door de representatieve bonden en federaties. Ze stelt de vergoedingen vast die hun worden toegekend.

§ 3. Wanneer de commissie de individuele erkenningsaanvragen, bij toepassing van artikel 45, onderzoekt, brengt ze twee adviezen uit.

Het eerste advies heeft betrekking op de opportuniteit het project tot stand te brengen op grond van de programmacriteria bepaald door de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Dit advies houdt rekening met de verantwoording van de oprichting van nieuwe projecten en de wijziging van bestaande projecten, op grond van hun specificiteit, de plaats waar ze gelegen zijn en hun begrotingsaspecten.

Het tweede advies heeft betrekking op de naleving van de normen inzake erkenning en toelagen.

§ 4. De Executieve stelt de nadere regels vast voor de werking van de commissie. Ze bepaalt de termijnen binnen welke de adviezen moeten worden uitgebracht en de procedure die te volgen is indien ze niet worden nageleefd.

Art. 47. De Executieve bepaalt het bedrag van de toelagen waarop de krachtens dit decreet erkende diensten of personen aanspraak kunnen maken, voor de opvang van de jongeren die aan hen worden toevertrouwd. De toelagen bestaan, naar gelang van het geval, uit een variabel deel en uit een vast deel.

Het variabel deel dekt de gewone en speciale kosten voor onderhoud en opvoeding van de jongere.

Het vast deel dekt de personeelskosten en de werkingskosten van de dienst.

Deze toelagen worden uitbetaald in de vorm van maandelijksse voorschotten.

De Executieve stelt jaarlijks de onderhoudsdagprijs in de groep overheidsinstellingen vast.

Art. 48. Wanneer wordt vastgesteld dat de natuurlijke of rechtspersoon niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, of dat hij weigert te voldoen of niet voldoet aan de verplichtingen bedoeld in artikel 40, kan hij door de Executieve worden aangemaand zich naar die voorwaarden of verplichtingen te schikken binnen een termijn die zij naar gelang van het geval bepaalt.

Indien niet wordt voldaan aan die aanmaning, kan de Executieve, nadat ze het advies van de commissie bedoeld in artikel 46 heeft ingewonnen, bij een met redenen omklede beslissing de erkenning intrekken.

Art. 49. Wanneer de natuurlijke persoon die de dienst beheert en er de werkelijke leiding van heeft, wordt vervangen, moet de erkenning worden bevestigd volgens door de Executieve nader te bepalen regels.

In hetzelfde geval, kan de erkenning worden geschorst volgens door de Executieve naar te bepalen regels.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de adoptie-instellingen*

Art. 50. § 1. Alleen een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon, indien deze laatste een vereniging zonder winst oogmerk is, kan als tussenpersoon dienen voor de adoptie van een kind. Ze moet daartoe vooraf zijn erkend.

De Executieve stelt de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedures vast.

Om de erkenning te bekomen en te behouden, moet de adoptiedienst inzonderheid aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het maatschappelijk doel van de instelling moet hoofdzakelijk gericht zijn naar de activiteit van tussenpersoon voor de adoptie van kinderen;

2° hij bestaat in of is begeleid door een pluridisciplinaire ploeg waarvan de Executieve de samenstelling bepaalt;

3° zijn activiteiten moeten de volgende punten omvatten :

a) informatie aan de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven, en aan de kandidaat-adoptanten, over de voorwaarden en de rechtsgevolgen van adoptie, over de psychologische implicaties, en over de duur en de kosten van de adoptieprocedure;

b) het medisch-sociaal-psychologisch onderzoek van het kind, van de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven, en van de kandidaat-adoptanten;

c) de voorbereiding en de begeleiding van de kandidaat-adoptanten, van het kind en van de oorspronkelijke ouders, indien ze in België verblijven;

d) in geval van internationale adoptie, de verplichte medewerking met de buitenlandse instellingen die daartoe door de Staat van afkomst van het kind zijn erkend, voor zover een erkenningsprocedure in dat land bestaat en vereist is, en voor zover die buitenlandse instellingen hun opdrachten vervullen met inachtneming van de grondrechten die worden gewaarborgd door het Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

e) het periodiek uitbrengen van een omstandig verslag over deze verschillende activiteiten aan de bevoegde administratie;

f) de voortgezette opleiding van de leden van de pluridisciplinaire ploeg.

Nadat de Executieve het advies van de in artikel 46 bedoelde erkenningscommissie heeft ingewonnen, beslist ze bij een met redenen omklede beslissing over de erkenningsaanvragen.

Wanneer vastgesteld wordt dat een adoptie-instelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, kan de Executieve die aanmanen zich naar deze voorwaarden te schikken binnen een termijn van acht dagen tot zes maanden, naar gelang van het geval.

Indien deze aanmaning geen voldoening brengt, kan de Executieve de erkenning bij een met redenen omklede beslissing intrekken, na advies van de in artikel 46 bedoelde erkenningscommissie.

§ 2. De Executieve stelt het bedrag vast van de toelagen waarop de krachtens dit decreet erkende instellingen aanspraak kunnen maken.

§ 3. De Executieve doet de adoptie-instellingen inspecteren door de ambtenaren die ze daartoe machtigt.

TITEL IX. — *Algemene bepalingen*

Art. 51. § 1. Er wordt een dienst voor gerechtelijke bescherming, waarvan de directeur de leiding heeft, ter beschikking gesteld van elke jeugdrechtbank en elke jeugdkamer in hoger beroep.

Hij bestaat uit twee afdelingen :

1° de sociale afdeling;

2° de administratieve afdeling.

De jeugdrechtbank of de jeugdkamer in hoger beroep deelt aan de directeur de maatregelen die zij neemt, mede.

§ 2. Indien de lokalisatie van de diensten dit mogelijk maakt, kunnen de administratieve afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming en die van de dienst voor hulpverlening aan de jeugd in één enkele afdeling worden gegroepeerd bij beslissing van de Executieve.

Art. 52. Aan de Executieve wordt kennis gegeven van elke beslissing die krachtens dit decreet werd genomen, wanneer ze uitgaven ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap ten gevolge heeft.

Ze doet door de ambtenaren die ze daartoe machtigt de volgende diensten en instellingen inspecteren :

1° de diensten en instellingen die in het kader van dit decreet erkend zijn;

2° de dienst voor hulpverlening aan de jeugd alsook de dienst voor gerechtelijke bescherming;

3° de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met een open en gesloten regime;

4° de niet-erkende diensten en de personen die bij gelegenheid hun medewerking verlenen voor de toepassing van dit decreet.

Art. 53. Er wordt een centrum voor informatie, opleiding en vervolmaking in de sector hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming opgericht.

Dit centrum heeft inzonderheid als opdracht :

1° aan het publiek informatie te verstrekken over hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, en de statistieken betreffende de toepassing van dit decreet jaarlijks bekend te maken;

2° te voorzien in de beroepsopleiding en -vervolmaking van het personeel van de diensten van de bevoegde administratie;

3° de onderzoeksacties inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming te centraliseren, overleg te organiseren tussen de personen die hun medewerking verlenen voor de toepassing van de maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd of jeugdbescherming, en hun opleiding aan te moedigen.

Er kan een oproep worden gedaan tot externe leraars, opleiders en vorsers.

Art. 54. De Executieve kan, volgens door haar te bepalen normen, privé-instellingen erkennen en betoelagen die als opdracht hebben te voorzien in de beroepsopleiding en -vervolmaking van het personeel van de diensten die in het kader van dit decreet erkend zijn.

TITEL X. — Financiële bepalingen

Art. 55. De bijdrage van de jongeren en van de onderhoudsplichtigen in de kosten die voortvloeien uit de maatregelen genomen bij toepassing van de artikelen 36, § 6, of 39, van dit decreet, wordt door de adviseur vastgesteld volgens de criteria en de nadere regels die door de Executieve worden bepaald. De bijdrage van de jongeren en van de onderhoudsplichtigen in de kosten die voortvloeien uit de maatregelen genomen bij toepassing van artikel 38 van dit decreet of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, wordt door de directeur vastgesteld volgens de criteria en de nadere regels die door de Executieve worden bepaald. De jeugdrechtsbank beslist over de beroepen die worden ingediend tegen de aldus vastgestelde bijdragen.

Indien een andere onderhoudsplichtige dan een bloedverwant in de opgaande lijn in de eerste graad een bijdrage moet betalen, toch neemt dit niet weg dat die onderhoudsplichtige recht heeft op toelagen overeenkomstig artikel 48 van dit decreet, wanneer de hulp door zijn bemiddeling wordt verleend.

De invordering van de kosten die ten laste van betrokkenen komen, geschiedt door bemiddeling van het bestuur der registratie en domeinen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949. De vordering verjaart door verloop van vijf jaren, overeenkomstig het bepaalde in artikel 2277, van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 56. Het ministerie tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren betaalt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met inbegrip van die van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de kosten terug die werden gemaakt met het oog op de uitvoering van hun wettelijke opdracht inzake maatschappelijke hulpverlening aan de jongeren bedoeld bij dit decreet, naar rata van een percentage dat wordt bepaald volgens de door de Executieve vast te stellen criteria en normen.

De Executieve stelt de nadere regels voor die terugbetaling vast.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen toelagen die inherent zijn aan hun opdrachten inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming alleen genieten op voorwaarde dat ze zich schikken naar de door de Executieve bepaalde criteria voor selectie en oriëntatie van de dossiers en op voorwaarde dat ze de terzake door de Executieve vast te stellen procedures in acht nemen.

TITEL XI. — Strafbepalingen

Art. 57. Onverminderd de toepassing van de artikelen 29 en 30 van het Wetboek van Strafvordering, is artikel 458 van het Strafwetboek toepasselijk op de personen die hun medewerking verlenen voor de toepassing van dit decreet.

Die personen zijn ertoe gehouden de bevoegde overheden op de hoogte te brengen, wanneer ze kennis dragen van een misdrijf bedoeld in de artikelen 398 tot 405 van het Strafwetboek dat gepleegd is tegen de personen bedoeld in artikel 410 van hetzelfde Wetboek.

Art. 58. Hij die doorgaans jongeren opneemt onder voorwendsel van de toepassing van dit decreet, zonder daartoe erkend te zijn, of met overtreding van een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfduizend frank, of met één van die straffen alleen.

Art. 59. Hij die weigert te voldoen aan de verplichtingen bedoeld bij artikel 40 of opzettelijk niet voldoet aan die verplichting, wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

Art. 60. Hij die de verplichtingen opgelegd bij de beslissingen genomen bij toepassing van artikel 55 van dit decreet niet nakomt, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van artikel 391bis van het Strafwetboek.

Art. 61. Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank, of met één van die straffen, wordt gestraft, iedere natuurlijke persoon die doorgaans als tussenpersoon dient voor adoptie of iedere natuurlijke persoon die de leiding heeft van een adoptie-instelling die niet daartoe krachtens dit decreet werd erkend.

TITEL XII. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

HOOFDSTUK I

Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wat de Franse Gemeenschap betreft

Art. 62. § 1. De artikelen 1 en 2, artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1972, en de artikelen 4 tot 6 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming worden opgeheven.

§ 2. 1° Artikel 29, lid 2, van dezelfde wet wordt opgeheven.

2° In artikel 29, lid 3, van dezelfde wet, worden de woorden « of aan het jeugdbeschermingscomité » geschrapt.

§ 3. De artikelen 30 en 31 van dezelfde wet worden opgeheven.

§ 4. In artikel 34, lid 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, worden de woorden « aan het jeugdbeschermingscomité » vervangen door de woorden « aan de adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd ».

§ 5. Artikel 36, lid 1, 1° tot 3°, van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 6. 1° In artikel 37, lid 2, 2°, van dezelfde wet, worden de woorden « van het jeugdbeschermingscomité of » geschrapt, en worden de woorden « van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « van de dienst voor gerechtelijke bescherming ».

2. In artikel 37, lid 2, 3°, van dezelfde wet, worden de woorden « van het jeugdbeschermingscomité of » geschrapt, en worden de woorden « van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « van de dienst voor gerechtelijke bescherming ».

3° In artikel 37, lid 2, 4°, van dezelfde wet, worden de woorden « de groep Rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht » vervangen door de woorden « de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met een open of gesloten regime, van de Franse Gemeenschap ».

§ 7. In artikel 42, lid 2, van dezelfde wet, worden de woorden « wijst het jeugdbeschermingscomité of een afgevaardigde bij de jeugdbescherming aan om dit toezicht uit te oefenen » vervangen door de woorden « draagt dit toezicht aan de dienst voor gerechtelijke bescherming op ».

§ 8. In artikel 50, lid 2, van dezelfde wet, worden de woorden « dat eventueel de inlichtingen bevat die door bemiddeling van het jeugdbeschermingscomité zijn ingewonnen » afgeschaft, en worden de woorden « van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « van de dienst voor gerechtelijke bescherming ».

§ 9. De artikelen 52 en 53 van dezelfde wet worden opgeheven voor wat betreft de minderjarigen in gevaar, hen tegen wie ouderlijke klachten wegens wangedrag zijn ingediend en hen die bedelend of zwerfend worden aangetroffen, met inbegrip van de kinderen van personen wier ontzetting van de ouderlijke macht wordt vervolgd.

§ 10. In artikel 63, lid 1, van dezelfde wet, worden de woorden « 1^o, 3^o en » geschrapt.

§ 11. Artikel 64 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 juni 1989, wordt opgeheven.

§ 12. In artikel 69 van dezelfde wet, worden lid 1, a, en lid 2 opgeheven.

§ 13. Artikel 70 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 14 mei 1987, wordt opgeheven.

§ 14. Artikel 71 van dezelfde wet wordt opgeheven.

§ 15. In artikel 72, lid 1, van dezelfde wet, worden de woorden « het jeugdbeschermingscomité » geschrapt.

§ 16. 1^o. Artikel 74, lid 1, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

2^o. In artikel 74, lid 2, van dezelfde wet, worden de woorden « een afgevaardigde bij de jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de dienst voor gerechtelijke bescherming ».

§ 17. Artikel 79, lid 1, van dezelfde wet wordt opgeheven.

2^o. In artikel 79, lid 2, van dezelfde wet, worden de woorden « zoals zij in het vorige lid zijn bedoeld » vervangen door de woorden « behalve de schoolinternaten en daarmee gelijkgestelde kosthuizen, die zich bereid verklaren door deze wet of andere wetsbepalingen niet beschermde minderjarigen gezamenlijk en doorgaans op te nemen buiten de verblijfplaats van hun bloedverwanten in de rechte lijn of zijlijn of van hun wettelijke vertegenwoordiger ».

§ 18. In artikel 86, lid 1, c, van dezelfde wet, worden de woorden « of het jeugdbeschermingscomité » geschrapt.

HOOFDSTUK II

Wijzigingen van het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen

Art. 63. 1^o. In artikel 2, 1^o, van het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van de mishandelde kinderen, worden de woorden « hetzij in medewerking met de «Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) » vervangen door de woorden « hetzij op initiatief van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), hetzij in samenwerking met de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd en het centrum voor informatie, opleiding en vervolmaking in de sector hulpverlening aan de jeugd- en jeugdbescherming »;

2^o. Artikel 2, 2^o, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o de opleiding en de begeleiding van de medisch-psychologische werkers, inzonderheid in samenwerking met het centrum voor informatie, opleiding en vervolmaking in de sector hulpverlening aan de jeugd- en jeugdbescherming ».

3^o. In artikel 2, 3^o, eerste streepje, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van elke instelling » vervangen door de woorden « instelling of dienst, waaronder de bevoegde adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd en de bevoegde rechterlijke overheid ».

4^o. In artikel 2, 3^o, van hetzelfde decreet, wordt een vijfde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« — door deel te nemen aan de coördinatie met betrekking tot de acties die worden gevoerd ten gunste van de jongeren en hun gezin, die wordt waargenomen door de adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd. »

5^o. In artikel 7, laatste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « en uit ambtenaren van de O.N.E. » vervangen door de volgende woorden : « uit ambtenaren van de O.N.E. en uit een ambtenaar die de administratie bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming vertegenwoordigt. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het decreet van 14 mei 1987

betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de uitvoering van begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming

Art. 64. Het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen, aan de personen en diensten belast met de uitvoering van begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming wordt opgeheven.

TITEL XIII. — Overgangsbepalingen

Art. 65. De personen en diensten die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, werden erkend of een overeenkomst hebben gesloten om huisvesting of hulp te verlenen aan minderjarigen bij toepassing van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming, beschikken over een periode van één jaar, vanaf de datum waarop de door de Executieve vast te stellen normen worden bekendgemaakt, om hun erkenning aan te vragen, overeenkomstig dit decreet.

Art. 66. De leden van de jeugdbeschermingscomités zetten hun mandaat voort totdat de leden van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd worden benoemd.

Art. 67. § 1. Indien een rechtspleging vóór een jeugdgerecht aan de gang is op de dag waarop dit decreet in werking treedt, dan blijft die rechtspleging bij dat gerecht aanhangig gemaakt.

Het gerecht kan echter alleen hetzij de minderjarige berispen, hetzij het dossier uit handen geven en het aan de bevoegde adviseur doorgeven.

§ 2. De toezichtmaatregelen die bij toepassing van artikel 37, 2^o, van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming zijn uitgesproken ten aanzien van de minderjarigen bedoeld in artikel 36, 1^o, 2^o en 3^o, van dezelfde wet, nemen een einde binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, hetzij ze worden verlengd bij beslissing van de adviseur na informatie van de rechtbank, op aanvraag van de betrokkenen.

De plaatsingsmaatregelen uitgesproken ten aanzien van de minderjarigen bedoeld in artikel 36, 1^o, 2^o en 3^o, van de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming, nemen een einde binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, tenzij ze worden verlengd bij beslissing van de adviseur na informatie van de jeugdrechtbank, op aanvraag van de betrokkenen.

TITEL XIV. — Slotbepaling

Art. 68. De Executieve stelt, voor elke bepaling van dit decreet, de datum van inwerkingtreding vast. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 4 maart 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

25 AVRIL 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 octobre 1984 portant nomination des membres de la Commission d'Agréation des Entrepreneurs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'Agréation des Entrepreneurs, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 9 août 1982 fixant les mesures d'application de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'Agréation des Entrepreneurs, notamment l'article 5, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1988;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1984 portant nomination des membres de la Commission d'Agréation des Entrepreneurs, notamment l'article 1^{er}, 18^o, a, 10^e alinéa et b, 2^e, 9^e et 10^e alinéas;

Vu la proposition du 21 novembre 1990 de la Confédération nationale de la Construction, de remplacer respectivement Mme Vancoillie, J., membre effectif, Mme Pourvoyeur, S., membre suppléant, et M. Devroey, M., membre suppléant, par Mme Pourvoyeur, S., et MM. Demaeght, Y. et de Halleux, L.;

Vu la proposition du 20 février 1991 de la Confédération nationale de la Construction, de remplacer Mme Wirtz-Jekeler, S., membre suppléant, par M. Carnoy, F.;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles et de Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Article 1^{er}, point 18, a, dixième alinéa, est remplacé par

— Mme Pourvoyeur, S., conseiller, Confédération nationale de la Construction.

Article 1^{er}, point 18, b, deuxième, neuvième et dixième alinéas, est remplacé par

deuxième alinéa :

— M. Carnoy, F., Fédération belge des Entrepreneurs de Voirie;

neuvième alinéa :

— M. de Halleux, L., conseiller adjoint, Confédération nationale de la Construction;

dixième alinéa :

— M. Demaeght, Y., conseiller adjoint, Confédération nationale de la Construction.

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

25 APRIL 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 oktober 1984 houdende benoeming van de leden van de Commissie voor Erkenning van de Aannemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de Erkenning der Aannemers, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 augustus 1982 tot vaststelling van de toepassingsmaatregelen van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de Erkenning der Aannemers, inzonderheid op artikel 5, § 1, gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 maart 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1984 houdende benoeming van de leden van de Commissie voor Erkenning van de Aannemers, inzonderheid op artikel 1, 18^o, a, 10^e lid en b, 2^e, 9^e en 10^e lid;

Gelet op de voordracht van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf van 21 november 1990, houdende de vervanging van Mevr. Vancoillie, J., gewoon lid, Mevr. Pourvoyeur, S., plaatsvervangend lid en de heer Devroey, M., plaatsvervangend lid, door respectievelijk Mevr. Pourvoyeur, S., en de heren Demaeght, Y. en de Halleux, L.;

Gelet op de voordracht van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf van 20 februari 1991, houdende vervanging van Mevr. Wirtz-Jekeler, S., plaatsvervangend lid, door de heer Carnoy, F.;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen en Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, punt 18, a, tiende lid, wordt vervangen door :

— Mevr. Pourvoyeur, S., adviseur, Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf.

Artikel 1, punt 18, b, tweede, negende en tiende lid, wordt vervangen door :

tweede lid :

— De heer Carnoy, F., Belgisch Verbond der Wegenbouwers;

negende lid :

— De heer de Halleux, L., adjunct-adviseur, Nationale Confederatie van het bouwbedrijf;

tiende lid :

— De heer Demaeght, Y., adjunct-adviseur, Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf.